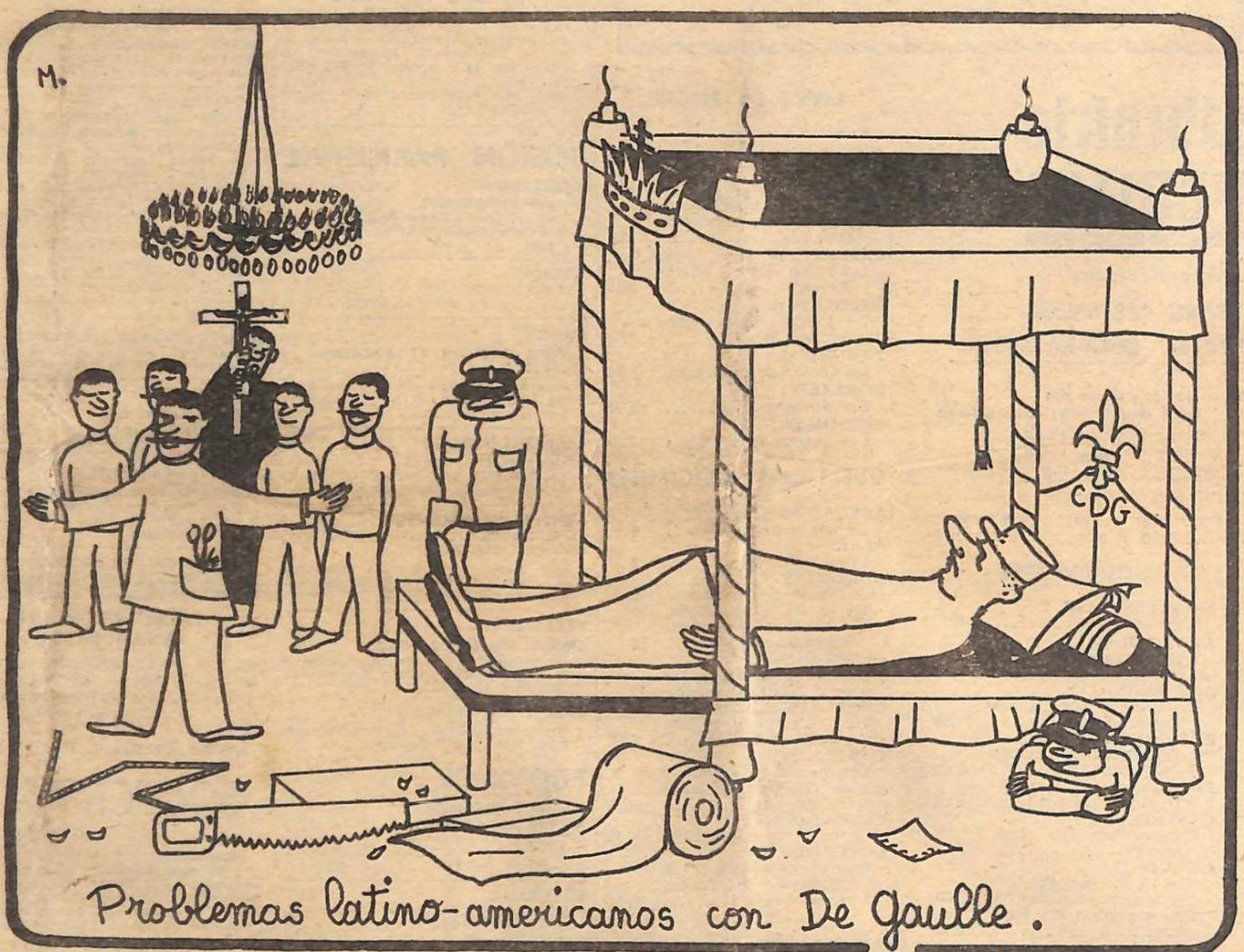


1864-1964 :**CENT ANS DEPUIS L'INTERNATIONALE OUVRIERE****DE GAULLE
EN AMÉRIQUE
HISPANIQUE**de notre correspondant
Victor Garcia**LE
RENDEZ-VOUS
D'OCTOBRE****L'ANARCHISME
ESPAGNOL****HENRI FABRE****ÉDITO**

De congrès en comités, de colloques en appels, ce que l'on nomme communément « le monde des politiciens » s'agite. Il faut dire que l'année 1965 sera féconde pour certains d'entre eux : élections municipales au printemps, présidentielles à l'automne... De bons fromages et pas mal de conneries à la « une » en perspective.

Déjà on se prépare : ça coupe, taille, recolle, amalgame, rapproche, rassemble. Un peu partout, des zigotos d'origines diverses, d'opinions fluctuantes, sont tout disposés à assurer l'« après-gaullisme », tandis que d'autres s'accrochent aux déclarations d'un vieillard ! C'est ainsi que nous voyons les radicaux tenir

congrès à Arcachon, les fesses entre deux chaises, sans pouvoir décider avec qui, du M.R.P. ou de la S.F.I.O. ils pourraient bien créer un « parti de mouvement » (sic). La S.F.I.O. hésite entre les radicaux et les communistes, ces derniers en plein accord avec l'U.N.R., en ce qui concerne la politique étrangère gaulliste. Pauvre électeur moyen ! comment voulez-vous qu'il se retrouve dans ce jus de latrine !

Sauf événement imprévu, les gaullistes sont assurés de conserver, peut-être par Pompidou interposé, la présidence. « L'Opposition », pour ne pas perdre la face, n'a plus qu'à se débrouiller, en faisant des pieds et des mains, pour éjecter les

U.N.R. et s'emparer, dans un bel élan républicain, des municipalités. De cette façon, nous sauverons l'honneur, pensent ces braves gens. Comme si quelqu'un savait ce que c'est que l'honneur, surtout pour un homme politique !

Pour appuyer l'opposition, les syndicats ne vont pas hésiter, comme toujours, à se lancer dans la bataille démagogique qui s'engage. De toute façon, que risquent-ils ? Avec une « base » dans l'opposition et une « tête » au Conseil d'Etat, ils sont parés pour les coups durs.

Mais le plus drôle de l'histoire, si je puis dire, c'est de constater qu'il y a encore de nos jours des gens

convaincus de l'utilité et de la supériorité du suffrage universel, prêts à se ruer au premier appel sur les premières urnes venues pour « changer de menottes, de bails et de boulets ». Bien sûr, les abstentionnistes sont de plus en plus nombreux. Mais l'abstention est très loin de constituer, à elle seule, une attitude révolutionnaire. Les Anarchistes doivent donc profiter au maximum de ce courant abstentionniste pour développer leurs positions et formuler leurs propositions en ce qui concerne les problèmes de gestion.

De cette masse déçue peut naître un réel courant révolutionnaire. Le susciter, c'est déjà commencer la révolution libertaire.

Tous au Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris (5^e)

Vendredi 13 Novembre

à 20 h. 45

GALA ANNUEL

DU

MONDE LIBERTAIRE

Un programme extraordinaire

Un programme insolite

Une ambiance unique

Avec de grands artistes de la scène parisienne
Avec de nouveaux venus à la scène bien dans le goût
de nos spectateurs

Réservez déjà vos places

librairie du journal, 3, rue Ternaux, Paris (11^e)
librairie Château des Brouillards, 53 bis, rue Lamark, Paris (18^e)
C.N.T.E., 24, rue Saint-Marthe, Paris (10^e)
au concierge de la Mutualité et près de chaque militant de la F.A.

Librairie
PUBLICO

Demandez-nous
vos livres,
vos disques.

Vous ne les paierez pas
plus cher et vous nous aiderez
3, rue Ternaux, Paris (11^e)
C.C.P. Paris 11289-15
Téléphone : VOLtaire 34-08
Les frais de port sont à notre charge
(Pour tout envoi recommandé,
ajouter 0,60 F aux prix indiqués.)

NOUVEAUTES

MONTESSORI M. :
L'Enfant 4,95
ABDOU M. :
L'Education en Afrique 21,60
AMEILLON C. :
La Guinée, bilan d'une
indépendance 12,30
EDITIONS SOCIALES :
Babeuf et les problèmes
du babouvisme 22,00
BOCHOT A. :
L'Homme expliqué 6,50
CASTRO (de) J.F. :
España Hoy (en espagnol) 36,00
GUERIN D. :
Eux et lui (dessins originaux par Masson A)
Décolonisation du Noir
américain 12,35
IBSEN H. :
Maison de poupée 4,40
TOLSTOI L. :
La mort d'Ivan Iitch .. 2,50
MORTON A.-L. :
L'Utopie anglaise 17,50
REICH W. :
Les fonctions de l'orgasme 9,00
WEILL S. :
La condition ouvrière .. 4,80
CRAPOUILLOT :
Mythes et Mystères de
la grande Presse 6,00
DAY H. :
Jung (collec. Pensée et
Action) 8,00
RECLUS P. :
Elie et Elisée Reclus .. 8,70
SARTRE J.-P. :
Réflexions sur la question
juive 2,50
PROTOGORAS, PROUDHON, BAKOUNINE, etc. :
Ecrits sur l'anarchie .. 4,40

Vient de paraître :

Brochure
Actualité de l'anarchisme
par Maurice Fayolle
Prix : 1 F 25
LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, PARIS-XI
Tél. : VOL. 34-08
C.C.P. Librairie Publico
Paris 11289-15
ABONNEMENT
A 12 NUMEROS
France 10,00 F.
Etranger 11,50 F.

LIVRE DE POCHE

BRETON A. :
Nadja 1,95
KÖSTLER A. :
Spartacus 1,95
LANZA DEL VASTO :
Le Pèlerinage aux Sources 3,30
PEYREFITTE R. :
Les clés de Saint-Pierre 3,30
MIRBEAU O. :
Le Journal d'une femme de chambre 3,30
PAGNOL M. :
La Gloire de mon père. 3,30
RONARD :
Les Amours 3,30
STENDHAL :
Chroniques italiennes . 3,30

QUESTIONS RELIGIEUSES

ABECASSIS A. :
La honte des siècles .. 6
ALAIN :
Propos sur la religion. 8
ALFARIC P. :
A l'école de la raison. 9
De la foi à la raison. 10
Les origines sociales du christianisme 12
CAPERAN L. :
Histoire contemporaine de la laïcité française 15
CHALLAYE F. :
Petite histoire des grandes religions 7,50
CARY A. :
Lettres aux hommes de l'Eglise (l'homme est dieu) 11,50
CLARAZ (abbé) :
La faillite des religions. 4,50
COTEREAU J. :
Que l'homme soit c'est l'homme qu'il faut sauver) 16,50

DISQUES

Tous les disques de LEO FERRE.
Georges BRASSENS (45 T) chante les poètes : 9,65 F.
CH. D'AVRAY (disque du souvenir) : 16 F.
F. G. LORCA (poètes d'aujourd'hui) dit par M. Casarès : 10,30 F.
DESNOS R. (poètes d'aujourd'hui) dit par O. Hussenot : 10,30 F.
YVES MONTAND : 33 T - Chansons populaires de France, 25 F ; 45 T : Le chant des partisans et le Temps des cerises, 9,65 F.

FRANCESCA SOLLEVILLE : Ré-cital 33 T : 22,25 F ; 45 T : 9,65 F.
MONIQUE MORELLI interprète les chansons de Mac Orlan (33 T) : 22,25 F.
HENRI GOUGAUD (33 T) : 20 F.
JOSH WHITE (33 T). Spirituals et blues : 16,10 F.
ALBERT CAMUS vous parle (33 T) : 28,50 F.
GERARD PHILIPPE interprète : Le Petit Prince (33 T) : 22,25 F. Don Quichotte (33 T) : 22,25 F.
ALBUM GEORGES BRASSENS réunissant toutes ses chansons : 140 F.
CATHERINE SAUVAGE : Chansons de cœur... chansons de tête : 25 F.

VIE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

PARIS

GRUPE DES AMIS DU MONDE LIBERTAIRE
S'adresser : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE DES AMITIES INTERNATIONALES
Pour tous renseignements s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE LIBERTAIRE EMILE HENRY
Réunion tous les jeudis, de 21 h. à 23 h. 30.
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE D'ETUDES ET D'ACTION ANARCHISTE
Ecrire : 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL
Réunion du groupe vendredi 9 octobre à 21 heures. Ordre du jour, le monde libertaire, notre propagande, divers. Le quart d'heure du militant sera assuré par :
ESTHER MARTINEZ
Présence de tous indispensable.

GRUPE DE LIAISONS INTERNATIONALES.
Réunion habituellement les 1^{er}, 3^e et 5^e samedis du mois.
Pour tous renseignements, s'adresser, 3, rue Ternaux, Paris (11^e).

GRUPE JULES VALLES et GRUPE JEUNES REVOLUTIONNAIRES ANARCHISTES
Sous l'égide du groupe Jules Vallès, le rassemblement des jeunes révolutionnaires anarchistes (J.R.A.) a été créé. Le J.R.A. désire faire connaître notre Fédération anarchiste, notre journal parmi les jeunes. Prochaines réunions du groupe : samedi 10 octobre, à 14 h 30, samedi 24 octobre, à 14 h 30, 110, passage Ramey, Paris (18^e).
Pour tous renseignements, téléphoner à ORNano 57-89.

RÉGION PARISIENNE

ASNIERES
GRUPE ANARCHISTE
Salle du Centre administratif, place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredis).

AULNAY
GRUPE LIBERTAIRE
S'adresser 3, rue Ternaux (Paris (11^e)).

LAGNY
GRUPE D'ETUDES ET D'ACTION SOCIALES
Pour tous renseignements, s'adresser 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra aux responsables.

MAISONS-ALFORT
GRUPE ELISEE RECLUS
Réunion tous les vendredis, à 20 h., 3, rue Ternaux, PARIS (11^e).

MONTREUIL-SOUS-BOIS ET ENVIRONS
GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à Robert PANNIER, 244, rue de Romoinville, à Montreuil.

VERSAILLES
GRUPE FRANCISCO FERRER
Pour tous renseignements, écrire à C. Foyolle, 24, rue des Condamines. Versailles (S.-et-O.).

GRUPE JEAN GRAVE
Ecrire au G.E.E.A., 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra.

PROVINCE

ANGERS-TRELAZE
GRUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie

BORDEAUX
GRUPE ANARCHISTE "SEBASTIEN FAURE"
PERMANENCES, au local de la rue du Muguet : lundi : 12 h. - 23 h ; mardi : 20 h - 23 h ; mercredi : 18 h - 23 h ; jeudi : 10 h - 20 h ; vendredi : 14 h - 23 h ; samedi : 14 h - 18 h.

Pour tout ce qui concerne les groupes F.A., J.L. et l'école rationaliste Francisco Ferrer, s'adresser à : Peyraud Yves, 15, rue Blanqui, Cenon (Gironde)
COMMUNIQUE : Pour compléter nos collections, nous demandons à tous les camarades de la région du Sud-Ouest qui le peuvent, de nous envoyer toutes publications libertaires en leur possession.
Le groupe de BORDEAUX.

CAEN
GRUPE ANARCHISTE
Pour tous renseignements, s'adresser à J.-L. PARMENTIER, 126, rue Caporière, CAEN (Calvados).

CARCASSONNE
GRUPE HAN RYNER
Pour tous renseignements, s'adresser à Francis Dufour, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, Carcassonne (Aude).

GRENOBLE
GRUPE ANARCHISTE-COMMUNISTE SPARTACUS
S'adresser à KERAVIS, 162, rue Léon-louhaux, à GRENOBLE (Isère)

F.A. TRESORERIE
Militants de la F.A., pour notre mouvement la propagande est vitale, n'attendez pas pour régler vos cotisations au C.C.P. de la Trésorerie. Merci d'avance.
Faugerat James, 3, rue Ternaux, Paris (11^e). C.C.P. 7334-77 Paris.
N. B. — Cotisation minimum : 1 franc par mois et par adhérent ; 12 francs par an.

GIVORS

GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à G. DARTOIS, chemin des Charmes, à GRIGNY (Rhône).

LE MANS
GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à Bernard TOUCHAIS, 184, rue de la Grande-Maison, LE MANS (Sarthe).

LORIENT
GRUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser G. H., 3, rue Ternaux, Paris (11^e), qui transmettra aux responsables.

LYON
GRUPE ELISEE RECLUS
Adressez toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Sémard, Oullins (Rhône).

GRUPE M. BAKOUNINE
Réunion tous les samedis, à 20 h 30 S'adresser à Alain THEVENET, 90, rue Vendôme, Lyon-6^e.

LILLE
GRUPE FEDERATION ANARCHISTE
S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MACON
GRUPE GERMINAL

MARSEILLE
Pour prendre contact avec les groupes MARSEILLE-CENTRE, MARSEILLE-ST-ANTOINE, JEUNES LIBERTAIRES, écrire au Comité de liaison F.A.-J.L. René LOUIS, 12, rue Pavillon, 2^e étage, MARSEILLE (1^{er}).

MONTLUÇON-COMMENTRY
GRUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis Malfant, rue de la Pêcherie, à COMMENTRY (Allier).

NORMANDIE
GRUPE JULES DURAND
Sections à Barentin, Louviers, Le Havre, Rouen.
A Rouen, exposés, débats publics tous les 2^e mardi de chaque mois au café Le Château d'Eau, place de Gaulle, à 21 heures.
S'adresser à A. Dauquet, 41, rue du Contrat-Social, Rouen.

GRUPE ANARCHISTE (CALVADOS)
Pour tous renseignements s'adresser à J.-P. Belliard, Ecole à Courson par St-Sever (Calvados).

NANTES
GRUPE FERNAND PELLOUTIER
Secrétaire, Louis SIMIER, 44, rue de Sèvres, à NANTES (Loire-Atlantique).

OYONNAX
GRUPE LIBERTAIRE
S'adresser, 3, rue Ternaux (Paris (11^e)).

LORRAINE
GRUPE ANARCHISTE
Sections de Metz et Thionville
Pour tous renseignements, s'adresser au groupe Liaisons Internationales, 3, rue Ternaux.

Nos camarades du groupe « Tierra y Libertad » de Mexico recherchent une édition brochée de :

L'ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE
en vue de la traduction intégrale de cet ouvrage en langue espagnole. Adressez les propositions à :
S.A.R.I.
3, rue Ternaux, Paris (11^e)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

20 JUILLET AU 20 SEPTEMBRE
Liberche, 20 F ; Christa, 5 ; Min Tung, 10 ; Aubart Aimé, 140 ; Voileau Paul, 10 ; Bernard André, 5 ; Bprdin, 5 ; Reille François, 10 ; Bonard Louis, 5 ; Porru Giuseppe, 3,70 ; Bianco René, 4 ; Barbani Mario, 4,50 ; Michaud, 12 ; Marion A., 1 ; Bourrust, 5 ; Bellanger, 4,35 ; Ustache Armand, 5 ; Massos Jean, 5 ; Giravdo G., 5 ; Guérin, 6 ; Jourda, 30 ; groupe de Marseille, 40 ; groupes J.-Durand et Maudrake, 50 ; groupe de Lorient, 60 ; groupe Louise-Michel, 1.000.
N'oubliez pas que ce journal, qui est votre journal, ne peut vivre que grâce à la souscription.

PRÈS DE NOUS

FOYER INDIVIDUALISTE D'ETUDES SOCIALES
Dimanche 4 octobre, à 14 h 30
7, rue des Francs-Bourgeois (Métro Saint-Paul), Paris (3^e)
PROPOS LIBRES SUR L'INTERNATIONALE DE 1864
par Henri DAY, de « Pensée et Action »
L.E.A. — La Liaison des Etudiants Anarchistes, créée l'année dernière pour améliorer la propagande dans les milieux de l'enseignement, étudier les problèmes de l'enseignement dans le cadre de l'anarchie, et éventuellement envisager une action syndicale, invite tous les étudiants ou enseignants, et plus généralement tous les militants intéressés par ces questions, à une réunion de rentrée, le VENDREDI 23 OCTOBRE à 19 h 45, 24, rue Sainte-Marthe. Pour tous renseignements, écrire à M. MARC (L.E.A.),
AMIS DE HAN RYNER
Réunion DIMANCHE 11 OCTOBRE à 14 h 45
Salle des Amis, 114 bis, rue de Vougarard (métro Montparnasse ou Saint-Placide) Casuerie de Hem Day : • Le mépris des fous qui gouvernent le monde •
« Les Amis de la vie ». — SAMEDI 24 OCTOBRE, 20 h 30, salle de Géographie, 184, bd Saint-Germain. Débat sur le thème : « Sommes-nous tous des robots ? »

PALAIS DE LA MUTUALITÉ
VENDREDI 16 OCTOBRE, A 20 H 45
GALA ANNUEL DE « LIBERTÉ »
organisé au profit du Comité pour l'Espagne Libre
Ouvertures des portes : 20 heures, ENTREE : 6 F

L'ANTI-YANKISME, ATOUT MAJEUR DU GÉNÉRAL

LES dix pays qui composent le continent sud-américain, sont en pleine convulsion, convulsion provoquée par l'imminence de l'arrivée du général de Gaulle. Le César de l'ère atomique passera comme un bolide sur les méridiens des Républiques indo-américaines, puis reviendra à Paris, où la presse, comme de coutume, adaptera, « a posteriori », une réponse à son *veni, vidi, vici*.

Dans le but de faciliter le séjour du Général dans les capitales sud-américaines, il sera fait en sorte que « les montagnes aillent à Mahomet » (1), car Mahomet n'aura pas le temps d'aller vers ces montagnes. C'est ainsi, par exemple, qu'au lieu de prévoir la visite du Musée des Beaux Arts de Caracas, la direction des Musées, profitant d'une collation offerte au Cercle Militaire, a décidé d'apporter le Musée des Beaux Arts à de Gaulle. D'autres mesures ont été prises : les télétypes ont annoncé la présence, en Amérique du Sud, de plusieurs détectives de la Sûreté Nationale. Ces derniers distribuent à profusion les photographies de divers terroristes de l'O.A.S., et enseignent à la police locale, la meilleure méthode pour protéger celui qui fut le cauchemar de Churchill.

Quel est donc le but de cette visite en Amérique du Sud ? L'objectif fut entr'aperçu, lorsque le Général se rendit au Mexique. La politique extérieure de la France, cherche dans tous les domaines, à imprimer un caractère français aux événements internationaux. La position de la France, face à l'O.T.A.N. et au Marché Commun Européen, marque l'amorce d'une rupture avec l'orthodoxie définie par les alliés. Nous assistons alors à la reconnaissance de la Chine, au plaidoyer en faveur d'une neutralisation du Viet-Nam Sud, et à l'ingérence française sur un continent que les Etats Unis, selon une interprétation « sui generis » de l'axiome de Monroe : « l'Amérique aux Américains », ont toujours considéré comme leur unique domaine. Déjà, Truman, le moins diplomate des présidents de la Maison Blanche, avait dit, lors du voyage de de Gaulle au Mexique : « il ne doit pas fouir son nez en Amérique, car on pourrait le lui casser ».

Mais, le Général ne s'effraya point, et nous le voyons, six mois plus tard, retraverser l'Atlantique et poursuivre la partie de poker dans laquelle, grâce au « bluff » et aux erreurs de Washington, il remporte de nouvelles victoires. L'atout majeur du Général est « l'anti-yankisme ». Contrairement à l'Europe, en Extrême Orient et en Amérique latine, la haine de Washington fait de cette attitude une carte sûre. Ceci explique l'accueil apothéotique que réservèrent à de Gaulle les étudiants mexicains.

Ce fut ce sentiment négatif qui provoqua l'enthousiasme étudiantin, et non, comme on pourrait le croire, le souvenir des apports culturels de l'ancienne France qui marquent si profondément la littérature américaine. Le vocable « latino-amérique », savamment exploité par André Siegfried, permet aujourd'hui à la France de pénétrer par la grande porte dans cette région naturellement limitée par les peuples ibériques (mis à part les Guyanes et les Antilles, qui ne furent jamais que le reflet de leurs métropoles de Londres, Amsterdam ou Paris).

De Gaulle profitera du remou laissé par les encyclopédistes, les romantiques et les philosophes français. Il mettra en relief l'apport de ces hommes, tentera de minimiser les actions de Napoléon III et de son instrument Bazaine, bien que la pensée politique de de Gaulle soit plus près du vaincu de Sedan que de Rousseau, Victor Hugo ou Auguste Comte.

Cette visite est un événement dont les pays d'Amérique du Sud garderont la mémoire. C'est, en effet, la première fois qu'un président de la République Française visite le continent. Le fait que de Gaulle symbolise celui qui a osé faire face aux Etats Unis garantit le succès de son voyage. Les partis communistes et les autres groupements de gauche, feront le maximum pour qu'il reçoive un accueil triomphal, qui représentera une nouvelle dérouté des U.S.A.

Washington réplique en proclamant que les prétentions de la France sont au-dessus de ses moyens. Les difficultés de l'économie interne sont dues à la politique de « grandeur » (2) que de Gaulle s'obstine à vouloir imposer au pays. La hausse des prix est constante, les enfants manquent d'écoles, les produits agricoles ne sont pas protégés, les salariés et les fonctionnaires présentent de vigoureuses revendications. La saignée pratiquée chaque année dans le budget de l'Etat, pour perfectionner « la force de frappe » (2), reporte à plus tard la solution des problèmes vitaux. La France, par exemple, est le pays d'Europe qui possède le réseau routier le plus ancien. Tout ceci alimente le mécontentement à l'intérieur du pays, mécontentement que de Gaulle tente de dissimuler en partie, sous le voile de fumée de sa politique extérieure.

La France possède un stock de produits manufacturés qu'elle pourrait exporter. Parmi les automobiles qui empruntent les routes de Mexico, Sao Paulo, Santiago, Bogotá, Caracas, Montevideo ou Lima, les plus populaires sont celles que fabrique Renault. L'excellence de la technique française est connue dans les domaines

de la construction et des travaux publics. Les produits français de vieille renommée : livres, parfums, modes, sont toujours fort cotés à l'étranger. D'autre part, les réserves en or de la Banque de France atteignent 4 000 millions de \$, le quart de ce que les U.S.A. conservent à Fort Knox. L'activité économique progresse annuellement de 6,3 %, indice optimum.

Cependant, l'Amérique reste le vassal politique et commercial de l'Oncle Sam, et la France ne pourra jamais évincer les Etats-Unis. Observons, par exemple, le cas du Mexique, que le Général visita pour obtenir entre autres choses, « une meilleure expansion commerciale entre les deux pays ». Alors que le Mexique réalise 65 % de son volume commercial avec les U.S.A., celui-ci n'atteint que 3,5 % avec la France. La balance est exagérément défavorable pour le Mexique qui, depuis janvier jusqu'en avril, a vendu à la France pour 56 072 000 pesos de marchandises (environ 4.000.000 de \$), alors que la France de son côté a réalisé par ses ventes 181 458 000 pesos (environ 15 000 000 de \$) (3). Les exportations de la France vers le Mexique sont 52 % moins importantes que celles de l'Allemagne Occidentale vers ce même pays (4). En échange, bien que la balance commerciale Mexique-U.S.A., soit également défavorable pour le Mexique, cette différence est moindre (3 079 842 000 pesos contre 3 842 180 000 pesos), et il convient mieux alors au pays aztèque de commercer avec son voisin du Nord plutôt qu'avec un pays situé à 7 000 km de ses frontières.

Il existe d'autres inconvénients. Les pays d'Amérique du Sud (à part le Venezuela, 800 millions de \$ de réserves) (5) sont pauvres en devises. Les matières premières que produisent leurs sols sont l'unique possibilité de paiement qu'ils ont en mesure d'offrir au commerce extérieur. Or la France a signé des accords avec la Communauté Africaine qui possède les mêmes produits que propose l'Amérique hispanique. Sauf l'étain bolivien et le cuivre chilien, le continent noir peut lui fournir les matières premières nécessaires à son économie.

De tout cela, il résulte que l'objectif de De Gaulle n'est pas économique, mais bien politique. La « grandeur » (2) que poursuit, pour son propre compte, l'actuel président français, et qui devrait rejailir sur la France, tend vers un but bien défini. Cette politique provoque des troubles sérieux dans l'économie française, particulièrement dans les classes laborieuses qui obtiennent si difficilement une augmentation de leurs salaires, malgré l'inflation qu'enregistre le pays. Ces réserves de

4 000 millions de \$ procèdent, en partie, du sacrifice des travailleurs. C'est avec cette marge de bénéfice, obtenue grâce à un système complexe d'impôts directs et indirects (la France est l'un des pays qui perçoit l'impôt le plus élevé sur les hydrocarbures) que de Gaulle veut semer (6) les germes de son ascendant de grande puissance. Ce processus représente ce que John Strachey a défini comme l'étape post-colonialiste qui préserve encore, dans cette période de liquidation, l'hégémonie des grandes puissances.

Ainsi, alors que les Etats-Unis consacrent 1 % du produit national brut à l'aide aux pays en voie de développement, l'Allemagne Occidentale 1,2 % et l'Angleterre 1,3 %, la France, elle, réserve 2,4 % de son revenu (1 400 millions de \$) à ce même objectif. Ce pourcentage, en accord avec le rapport Jeanneney, devra être porté à 3 000 millions de \$.

Ce colossal effort de la France, semble pourtant dérisoire, comparé aux possibilités des deux géants de l'Est et de l'Ouest. Le Mexique obtint de la France un prêt de 150 millions de \$, moyennant un intérêt annuel de 8 %, c'est-à-dire supérieur de 5 % à celui des prêts accordés par l'Eximort Bank et la Banque Internationale de Développement. Ces deux organismes ont déjà prêté à l'Amérique du Sud des sommes beaucoup plus importantes (7).

Lorsque de Gaulle revint du Mexique, la question fut posée de savoir ce que la France et le Mexique avaient gagné par ce voyage. Les réponses furent variées, mais toutes s'accordèrent à reconnaître qu'on ne pouvait économiquement attendre grand résultat de cette visite, il en sera de même de celle qui a lieu actuellement.

(Traduit de l'Espagnol par Guy Malouvier.)

(1) L'expression espagnole : « Si Mahomá no va a la montaña, la montaña vendrá a Mahomá » est l'équivalent de notre expression populaire : « Si tu ne vas pas à Logardère, Logardère ira à toi ». (N. d. T.)

(2) En français dans le texte (N. d. T.)

(3) Bulletin de la Banque Nationale du Commerce Extérieur du Mexique. Juillet 64.

(4) 380 334 000 pesos pendant la même période.

(5) Argentine, 462 000 000 \$ US. Bolivie, 7 400 000 \$ US. Brésil, 563 000 000 \$ US. Chili, 73 900 000 \$ US. Colombie, 149 000 000 \$ US. Equateur, 38 300 000 \$ US. Mexique, 411 millions de \$ US. Nicaragua, 13 500 000 \$ US. Paraguay, 2 500 000 \$ US. Pérou, 102 100 000 \$ US (Statistical Yearbook 1962. — United Nations).

(6) Souligné par l'auteur (N. d. T.)

(7) Une institution secondaire, telle la Banque Internationale de Reconstruction de Commerce et de Travaux publics, signale qu'elle a accordé au Mexique, jusqu'au 30 juin 1964, 373 300 000 \$ US.

IL est de coutume d'attendre chaque année le rendez-vous d'octobre, qui doit dresser — en principe — le monde des travailleurs, face au patronat et aux mesures gouvernementales.

La formule de l'Etat est simple : par les divers moyens d'expression à sa dévotion : presse, radio, télévision, il proteste contre toute augmentation de salaire, en brandissant le spectre de l'aggravation du coût de la vie.

Apeuré, le prolétariat couche les oreilles, fait silence de ses revendications, et les produits de nécessité quotidienne n'en augmentent pas moins.

Le tour est joué.

Si le peuple proteste à nouveau, à nouveau on lui ferme la bouche en lui reprochant de favoriser la dévaluation, alors que cette dévaluation est déjà un état de fait.

La scène se reproduit avec la constance d'un sketch de cirque, au cours duquel M. Loyal botte les fesses de Guguusse, invité à admirer le paysage pour mieux servir de cible.

De retour de la mer ou de la campagne, l'esprit encore vacancier, le travailleur n'offre guère d'esprit combatif, et le fameux rendez-vous d'octobre va rejoindre dans le folklore le serpent de mer de nos aïeux.

Toutefois, cette année, reconnaissons-le, l'un des deux antagonistes était présent.

Tandis qu'ouvriers et employés se doraient au soleil, s'adonnaient aux joies de la pétanque, de la pêche ou de la natation, nos ministres ne restaient pas inactifs et passaient à l'attaque.

Fort de la puissance d'un régime qui trouve son assise dans l'inertie générale, ces messieurs ne se donnent même plus le mal de dissimuler les augmentations des vivres et des produits, par la proclamation d'une prétendue stabilité et par la torture des statistiques.

C'est l'Etat lui-même qui donne le branle : augmentation des tarifs

LE RENDEZ-VOUS D'OCTOBRE

postaux, ascension vertigineuse des impôts.

L'ETAT PATRON

Il est intéressant à ce sujet de se livrer à une rapide rétrospective.

Lorsque les travailleurs ont eu conscience de l'exploitation dont ils étaient les victimes, lorsque les plus clairvoyants d'entre eux ont envisagé et proclamé la fin du patronat, les prestidigitateurs de la politique (Karl Marx en tête), ont proposé la solution de l'Etat-patron.

C'était purement et simplement rétablir l'exploitation, et la rétablir sous sa forme la plus dangereuse.

par Maurice LAISANT.

Cette duperie a été dénoncée en son temps et l'expérience la confirme :

L'Etat est le plus mauvais des patrons, celui qui paie le plus mal ceux qu'il emploie, et celui qui se montre le plus implacable face à leur légitime révolte.

La chose est normale.

— D'abord, parce qu'étant juge et partie, se trouvant l'arbitre des conflits auxquels il se trouve mêlé, il ne peut que se donner raison.

— Ensuite, parce que, disposant de la force publique : police, gendarmerie, armée, il possède, centralisés dans les mêmes mains, le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Quel employeur pourrait, à son gré, réquisitionner les travailleurs, paralyser l'économie, boycotter les grèves comme le fait le gouvernement et avec les moyens que possède celui-ci ; — Enfin parce que l'Etat constitue une entité métaphysique à laquelle viennent se briser les revendications ouvrières.

Nous sommes loin du patron de jadis dont on connaissait les réactions, la mauvaise humeur, les habi-

tudes et le train de vie.

Ce personnage est aujourd'hui dépersonnalisé, et le mécontentement général, se heurte, impuissant, à l'anonymat irresponsable du mystérieux appareil étatique.

LA CRISE QUI VIENT

Il pourrait sembler que le taux des salaires pratiqué dans le privé ne concerne pas l'Etat.

Cependant, dans la conjoncture générale, tout se tient, et si, l'un des secteurs de l'économie est relativement plus favorisé que l'autre, l'on risque de voir les travailleurs désertier le second pour le premier.

Il importe donc, pour les dirigeants, que le patronat privé ne gêne pas le patronat d'Etat, que les tarifs d'emploi des uns soient sensiblement les mêmes que ceux des autres.

Equilibre dangereux qui doit concilier les éléments les plus contradictoires.

1° La nécessité de favoriser les oligarchies financières, sans lesquelles nul gouvernement ne pourrait se maintenir au pouvoir ;

2° La nécessité de permettre les bénéfices industriels, sources d'impôts divers (allant de ceux des industries elles-mêmes, jusqu'à ceux des travailleurs qu'elles emploient) ;

3° La nécessité de bloquer les prix (du moins officiellement) pour interdire la revalorisation des salaires.

Nous avons vu plus haut que, lâchant les chiens, l'Etat vient de majorer les taxes de son ressort : transports, P.T.T., impôts, ce qui, normalement, devrait amener une augmentation générale des prix et des salaires.

Mais rien n'est moins sûr.

Ne nous y trompons pas, il y a plus que des fringales d'intérêt dans la politique menée.

Dans le même temps, que l'on nous

promet l'âge d'or pour 1980 ou l'an 2000, l'on s'efforce de créer une crise dont les répercussions dépasseront l'économique pour rejoindre le social.

Il faut à qui gouverne la soumission des sujets, et cette soumission s'obtient mieux d'un peuple qui a le ventre vide et dont les composants se disputent les places, dans une sordide concurrence, que dans un monde sans chômage où l'ouvrier choisit son patron.

La crise qui s'ouvre vise moins à atteindre le producteur dans son salaire que dans son moral, à rétablir les classes (quitte à les moderniser), à les distinguer les unes des autres par des privilèges et des catégories.

L'EPREUVE DE FORCE

Pour en arriver là, l'Etat ne reculera pas devant l'épreuve de force. Il vient de le prouver.

Sourd aux revendications multiples, il laissera les choses dans l'incertitude où elle se trouve et même aggravera cette incertitude.

Tandis que le grand pitre se livrait à ses mômeries outre-Atlantique, le pays se trouvait et se trouve encore privé de lait.

Il ne s'agit pas pour lui de résoudre les problèmes, mais de faire étalage de son autorité.

De même, tandis que « Sa grandeur » va faire le guignol de capitale en capitale, le problème scolaire reste en suspens, les écoles manquant de crédits, de locaux et d'instituteurs.

Les élèves reçus à leurs examens seront refusés dans les écoles techniques, parce qu'il n'y a pas de place pour les recevoir.

On supprimera des écoles communales de moins de seize élèves, les enfants étant pris en charge par des services routiers qui les conduiront à des écoles plus éloignées.

Pour leur éviter de la fatigue, dira-t-on. Non ! Pour que l'instituteur du village disparaisse et que le curé soit le seul personnage du pays.

(SUITE EN PAGE 5.)

GUERRE ET SOCIÉTÉ AUTORITAIRE

B IEN que les causes des guerres soient nombreuses et complexes, il y en a trois que je considère comme très importantes — et très négligées. Ce sont la frustration sociale, le refoulement sexuel, et l'obéissance. Ces trois manifestations sont liées à la guerre, plutôt comme symptômes d'une société malade, que comme cause externe. La combinaison violence (latente ou autre), plus obéissance donne un torrent qui se précipite aisément dans les canaux de la guerre organisée.

Frustration sociale

L'automatisation, le travail à la chaîne qui se sont introduits dans les méthodes industrielles durant ces dernières années, ont rendu de plus en plus mauvais le sort des travailleurs en système capitaliste, sur lequel avaient tant gémé les socialistes « utopistes » du XIX^e siècle. Cette situation, révolutionnaire en puissance, n'a été oubliée que par le changement correspondant du niveau de vie, et l'amélioration des conditions de travail. Le travail qui satisfait, le travail où l'on est responsable, est devenu ce temps monotone et lassant passé à surveiller une machine, et il n'est pas étonnant que la frustration accumulée se détende en combats de bandes (« gangs »), en ivrognerie, et sous toutes les formes de « délinquance ». A l'avenir, ce problème se compliquera de l'utilisation des longs temps de loisirs; si rien n'est fait pour améliorer la situation, tout cela deviendra très sérieux. Certes, on l'a déjà dit depuis longtemps, le désaccord subconscient entre l'homme et son mode de travail, surtout dans l'industrie, n'est pas nouveau : ce qui l'est, c'est le nombre des hommes frappés par ce désaccord. En 1937, Aldous Huxley écrivait dans « La Fin et les Moyens » : « Bien des gens se jettent dans la guerre parce qu'ils trouvent leur travail, en temps de paix, soit franchement humiliant et aliénant, soit juste suffisant pour s'ennuyer. D'ailleurs Durkheim, puis Halbwachs, ont remarqué que les taux de suicide chez les non-combattants diminuaient d'un tiers en temps de guerre. »

La guerre excite, elle permet de lâcher la bride à la violence accumulée par un système autoritaire et capitaliste.

Au contraire, l'industrie pourrait être régie et organisée par ceux qu'elle concerne directement. Qu'on appelle ce concept « contrôle des travailleurs » « syndicalisme » ou « socialisme de liberté », les principes qu'il inclut sont des principes anarchistes : liberté, consentement de tous, gouvernement par les usagers » plairait immédiatement à la plupart des travailleurs.

D'ailleurs, l'industrie ainsi réorganisée, les gens devraient être libres d'arranger le reste de leur existence seuls. « Si vous voulez quelque chose, surtout si vous voulez que ce soit une bonne chose, faites-la vous-même. Ni Président de la République, ni leader de l'opposition, ni Archevêque de Marseille — personne de ces centaines d'autorités n'est capable de me donner, à moi, une vie qui me satisfasse. C'est à moi de m'y mettre. Et autant que possible, je dois veiller à être la seule personne à essayer d'organiser ma vie. « La racine de toute chose, c'est l'Homme », et quand la société, dans ses structures, reconnaît ce principe, alors peut-être le problème de la violence est-il presque résolu.

Nous ne marchons pas

Une immense campagne contre la faim a été lancée par les catholiques. Il a été tenu au musée de l'Homme : une exposition tout à fait explicite sur l'état où se trouvent les populations des pays du tiers monde. Je n'insisterai pas sur cette situation que tous connaissent très bien. Mais j'avoue trouver cette campagne aberrante. En effet une constatation s'impose. Alors que ces peuples et même des individus vivants dans des pays techniquement évolués crévent de faim, on nous annonce sans vergogne que l'on vient de jeter 500 tonnes de pommes de terre à la mer. Vraiment l'ordre économique est parfait et la radio officielle ne se gêne même pas pour nous en décrire les effets. Ils ne craignent même pas de nous montrer combien leur régime est branlant. Bien sûr ils n'ont plus peur de nous, ce n'est pas la « Masse » qui peut les empêcher de faire leurs petites spéculations, elle a déjà assez de mal pour se nourrir elle-même. Et alors que nous en sommes tous là, à faire un boulot bien

Refoulement sexuel

La frustration sociale du type que l'on vient de décrire, affecte particulièrement les classes laborieuses. Mais le refoulement sexuel est davantage le lot des classes moyennes. Aldous Huxley, énumérant les raisons de régression des suicides en temps de guerre, mentionne « la liberté sexuelle plus grande que réclame toujours une société dont tous les membres, ou même seulement certains, vivent en danger de mort subite ». Il note aussi ce que dit J.-D. Unwin dans Sexe et Culture : « La raison en est dans la façon dont l'humanité prend conscience d'elle-même : ceci n'est pas contradictoire avec une continence sexuelle plus stricte chez les dirigeants, dans une société en état de guerre. »

Récemment, un rapport psychiatrique tendait à conclure ceci : les délinquants sont des jeunes qui ne peuvent s'insérer normalement dans une vie sociale à intérêts sexuels normaux; il est curieux de penser que les délinquants et des « chrétiens solides » en arrivent aux mêmes conclusions.

En dépit du flot de plaintes contre l'hédonisme et la « dérive » de notre génération, plaintes poussées par de soi-disant arbitres de moralité et de justice, il y a encore bien des frustrations sexuelles et des vies non accomplies, on a bien exagéré les rapports qui veulent prouver le contraire. Cependant il n'est pas meilleur de remplacer la prudence par la promiscuité, ou de tomber de l'hypocrisie dans la débauche. La débauche dégrade l'acte sexuel et ceux qui le font; c'est l'amour, le libre amour, qui ouvre la voie au bonheur et à la satisfaction; par-delà leur violence ou leur naïveté d'autrefois, les anarchistes ont toujours été unanimes dans leur désir de saine et reconfortante vie sexuelle.

L'obéissance

Nous vivons dans une société construite sur le droit du plus fort (une « société autoritaire », entourés de façons de vivre dont il est aisé de réviser la contrainte. Nous apprenons l'obéissance comme une réalité nécessaire; nous sommes conditionnés, dès nos jeunes ans, à la notion d'obéissance-vertu ». Honore ton père et ta mère; obéis aux maîtres, aux gendarmes, aux patrons, aux fonctionnaires, à l'Etat; combats pour ton pays. Résultat : la majorité des gens qui s'en vont tous en rangs à la guerre ne sont plus des individus, mais une masse accumulée.

Si un jour nous voulons la paix, nous devons désapprendre la leçon de l'obéissance-vertu. Ce n'en est pas une, c'est un mal. C'est la désobéissance qui est la vertu.

La guerre est simplement un symptôme de maladie dans la société. On ne peut y mettre fin qu'en remodelant complètement la société, puis en détruisant « l'Etat » ; comme dit l'anarchiste allemand Gustav Landauer : « L'Etat est une certaine façon d'envisager les relations entre humains, c'est un mode de conduite; nous le détruisons en établissant d'autres relations, d'autres conduites. » La guerre, c'est un produit du capitalisme et de la société de contrainte. Si jamais le socialisme et l'anarchisme arrivent à leurs fins, la guerre disparaîtra avec les autres maux de la société.

R.N.

GOUARIN.

TEXTE DEPOSE PAR LES SIGNATAIRES A L'AMBASSADE D'ESPAGNE, A PARIS, LE SAMEDI 5 SEPTEMBRE

Monsieur l'ambassadeur,

Bien que la raison nous commande de ne rien attendre d'humain de l'implacable régime d'assassins qui ensanglante l'Espagne depuis vingt-huit ans, un simple élan de fraternité nous fait obligation de tenter l'impossible pour arracher des hommes à leur prison.

Des hommes qui sont tombés entre les mains de votre police parce qu'ils veulent que l'Espagne redevienne libre. Des hommes pour qui la solidarité internationale des travailleurs représente plus qu'un sujet de conversation.

Après de nombreux autres, Stuart CHRISTIE et Francisco CARBALLO viennent d'être condamnés à de lourdes peines de prison.

Nous vous demandons d'intervenir auprès de votre gouvernement pour que Stuart CHRISTIE et Francisco CARBALLO soient remis immédiatement en liberté, pour que leurs compagnons de geôle soient immédiatement remis en liberté.

Susan HALL,
Leif Flemming JENSEN,
Tony MURPHY, du Comité anglais de Défense Christie-Carballo,
Mark NENS, du Comité des 100 de Londres.
Tony SMYTHE, de l'Internationale des Résistants à la Guerre,
Suzy CHEVET, de la Fédération Force Ouvrière des fonctionnaires,
Maurice JOYEUX, de la Commission Exécutive de l'Union des Syndicats Force Ouvrière de la région parisienne.
Maurice LAISANT, secrétaire des Forces Libres de la Paix,
Marc PREVOTEL, de la Fédération Anarchiste.

UN PETIT SEDITIEUX

Dans un discours pré-électoral, dont Pégué était le prétexte, le ministre de la désinformation lâcha cette phrase :

« Elle (la France) est la plus anarchiste, parce que la plus respectueuse de la personne humaine. »

Après cela qu'attend M. Peyrefitte pour réclamer la fin d'un ministère de l'Information, qui est assurément l'institution la moins respectueuse de la nature humaine et la plus contraire à l'anarchie.

clins d'œil

CHASSE LIMITEE

Du fait du voyage de De Gaulle et à l'occasion de la commémoration de la bataille de la Marne, l'ouverture de la chasse a été retardée dans plusieurs départements.

Ainsi on n'a pas pu chasser le faisan dans toute la France.

A rebrousse-pail

par P.-V. BERTHIER

“ OPÉRATION SURVIE ”

CORNELIUS Nepos, historien latin du 1^{er} siècle avant notre ère, relate le naufrage, sur la côte de Germanie, d'une barque montée par un homme de race inconnue qui parlait une langue incompréhensible. Ce navigateur fut conduit à Rome, où l'empereur fit sculpter son buste, dont un exemplaire, dit-on, subsiste. Selon les connaisseurs, le modèle en fut un indigène d'Amérique du Nord, continent qui ne fut découvert par les Européens que quinze siècles plus tard.

Voilà donc un naufragé qui traversa seul l'Atlantique, porté par les courants, au temps où cet océan était désert.

On vient d'avoir un semblable exemple d'endurance, dans le Pacifique cette fois; il ne s'agit plus d'un Peau-Rouge, mais d'un Tahitien, le nommé Temahihi, âgé de trente ans. Ayant quitté le 2 février 1964 l'île de Maupiti, dans l'archipel Sous-le-Vent, il fut déporté et entraîné vers le nord-ouest, et ce ne fut qu'après cent cinquante-quatre jours de navigation errante qu'il s'échoua dans les Samoa. Il avait vu mourir en route son compagnon.

L'homme primitif, qui vit en symbiose avec la nature, possède une capacité extraordinaire de résistance aux éléments qui lui sont familiers, tels que la mer (qu'il offre à d'autres, comme les maladies épidémiques, une très grande vulnérabilité). L'exploit involontaire de Temahihi sur un bateau de six mètres à deux moteurs surclasse les performances délibérées des Gerbault et des Tabarly, mais n'atteint pas celle de Bombard.

Bombard reste l'as des as des « opérations survie ». Avoir traversé l'Atlantique sur un canot pneumatique, c'est la prouesse numéro 1, et même Heyerdahl et le Kon-Tiki n'ont pu l'égalier.

Qu'est-ce à côté de cela que cette prétendue « opération survie » des parachutistes de Pau, qui vient de s'achever si tragiquement ? On vous flanque des hommes dans la nature — après leur avoir, belle excuse ! fait signer une décharge — et on leur dit : « Vous êtes seuls au monde, nul ne peut rien pour vous, débrouillez-vous, tirez-vous d'affaire par vos propres moyens ; survivez coûte que coûte dans la solitude en comptant sur vous seuls. » Et les infortunés déterrent des racines d'aconit, qu'ils prennent pour des carottes sauvages, et s'empoisonnent !

Drôle de manière de « faire suivre l'indépendance ! »

Ne survit pas qui veut, c'est la con-

clusion à tirer de cette expérience fâcheuse.

Encore une fois, l'homme primitif ne se laisse pas ainsi piéger par la nature, dont il connaît, grâce à une initiation précoce qui se confond avec l'instinct, toutes les roueries, tromperies, simulations et perfidies — vénéneuses ou venimeuses. Il sait quels fruits il peut cueillir, quelles racines extraire, quels poissons pêcher. Sans rien connaître des classifications de Lamarck et de Linné, c'est un savant en son genre.

C'est aussi un savant qu'Alain Bombard. S'il s'embarque « sans biscuits » au sens propre, il est loin de le faire au sens figuré : il a étudié profondément les ressources nerveuses et vitales de l'homme et les richesses planctoniques de la mer. Il n'improvise pas une folie, il vérifie une hypothèse. Et s'il arrive — cela s'est produit, hélas ! — que certaines de ses initiatives se soldent aussi par des tragédies, c'est que le risque n'est jamais absent de ce qu'entreprend l'homme dans son éternelle conquête du monde.

Les parachutistes de Pau, que n'avaient-ils appris la botanique ! Elle devrait être l'a, b, c de toute « opération survie » menée par des hommes appelés à subsister sur le pays, non à la façon des armées napoléoniennes ni à celle des maquisards des guerres modernes, mais comme subsistent les derniers Boschimans du Kalahari, qui, chassés par les grands Cafres et par les Blancs de leurs anciens territoires giboyeux, n'ont survécu qu'en mangeant des herbes, des baies, des vers de terre et même des araignées — en ayant bien soin de les choisir !

Cependant il est une autre leçon qu'il faut dégager du drame.

L'important pour l'humanité, c'est de survivre, soit. Mais le meilleur moyen pour cela, c'est d'empêcher la guerre et de dissoudre les armées qui travaillent à sa préparation.

La survie des armées s'oppose à la survie des peuples. Il faut supprimer celles-là pour sauver ceux-ci. Voilà pour la survie globale de l'espèce humaine. Quant à celle des individus réfractaires à la guerre qui, si elle éclate malgré tout, sont bien résolus à tout faire pour y survivre — et d'abord en n'y participant pas, — c'est un vieux problème auquel des précédents nous ont entraînés. Le cas échéant, nous l'affronterons encore, et sans commettre l'erreur vraiment inexcusable de manger de l'aconit... quand c'est déjà bien assez du rutabaga.

par Guy MALOUIER

III. Le Congrès de Cordoue L'insurrection cantonale

Au mois de Juin 1870, les anarchistes s'étaient donc constitués en « Fédération Régionale Espagnole de l'Internationale », et les idées libertaires se répandaient avec succès. Mais déjà, au sein de l'Internationale, les dissensions entre Marx et Bakounine s'affirmaient, laissant deviner l'inévitable rupture. En Espagne, les partisans de Marx étaient connus sous le nom de « autoritarios » (autoritaires), leur chef de file était José Mesa, et ils publiaient à Madrid, le journal « La Emancipación ».

En décembre 1871, Paul Lafargue, gendre de Marx, arrive à Madrid où Engels avait travaillé à maintenir des contacts. Aussitôt, Lafargue attaque « l'Alliance de la Démocratie Sociale », l'accusant d'agir dans la clandestinité (la conférence de Londres avait condamné les organisations secrètes au sein de l'Internationale) et l'oblige à se dissoudre. Pour éviter toute tentative de reconstitution, « La Emancipación », organe des marxistes, publie la liste des noms de tous les membres de l'Alliance. Les anarchistes répliquent en expulsant les « autoritarios » qui forment alors une fédération indépendante à Madrid. Puis, c'est le congrès de La Haye en septembre 1872 et la rupture définitive. La Suisse, l'Espagne et l'Italie soutiennent Bakounine ; les délégués de ces trois pays, ratifient les résolutions qu'il propose, à la conférence de Saint-Imier.

LE CONGRES DE CORDOUE

Les délégués espagnols à la conférence de Saint-Imier, Gonzalez Morago et Farga Pellicer, réunissent à Cordoue, à leur retour de Suisse, un congrès qui a pour but de réaffirmer les objectifs de l'Internationale Anarchiste. Le 26 décembre 1872, au théâtre Moratin, sont présents 54 délégués qui représentent 20 000 membres, répartis en 236 fédérations locales et 516 syndicats. « El Condenado » du 2 Janvier 1873 indique que, peu après le Congrès, la fédération régionale peut revendiquer 45 633 membres, dont 27 894 andalous. Les congressistes prennent des résolutions exigeant l'enseignement obligatoire, la journée de huit heures et l'amélioration des conditions sanitaires dans les usines. Le manifeste publié à l'issue du Congrès approuve les décisions de la conférence de Saint-Imier, et termine par : « Vive la liquidation sociale ! Vive l'Internationale ! Salut, solidarité, anarchie et collectivisme ! ».

C'est au Congrès de Cordoue, en 1872-73, que naît la première organisation de type exclusivement anarchiste. Les sections locales et professionnelles qui forment la fédération sont déclarées « souverainement indépendantes » et libres à tout moment de quitter la fédération. Le conseil fédéral devient un « bureau de la correspondance et de la statistique » et ne jouit d'aucune autorité. La cohésion demeure assurée grâce aux liens étroits qui unissent les anciens membres de « l'Alliance de la démocratie Sociale ».

LA PREMIERE REPUBLIQUE

Dans les semaines qui suivirent le Congrès de Cordoue, le 11 février 1873, le roi Amédée abandonne le trône d'Espagne et quitte le pays. Le jour suivant cette abdication, la ville de Montilla (province de Cordoue) se soulève en armes. L'insurrection, qui préfigure le soulèvement cantonal, dure 48 heures, pendant lesquelles les anarchistes détruisent les registres de la propriété.

Les divers gouvernements de ce règne bref et agité, présidés par Serrano, Sagasta et Zorrilla, furent incapables de résister à la volonté du peuple. Le jour même du renoncement royal à poursuivre une absurde aventure, le Congrès et le Sénat, réunis en Assemblée Nationale proclament la République par 258 voix contre 32. La présidence du pouvoir exécutif est confiée à Estanislao Figueras qui ne peut affronter les multiples problèmes de la réalité espagnole et préfère fuir en France. Souvenons-nous que le 21 octobre 1868, le comité central de l'Internationale, réuni à Genève, avait publié un manifeste appelant le peuple espagnol à : « proclamer une république fédérale, seule forme de gouvernement provisoire qui permette de parvenir à une organisation sociale fondée sur la justice, tout en offrant des garanties sérieuses pour la liberté du peuple ». Francisco Pi y Margall, chef du parti fédéral, est élu président de la république.

Arrêtons-nous quelque peu sur cet anarchiste catalan, chef d'un parti et qui accepte maintenant la présidence de la république fédérale. Après avoir lu Proudhon, il publie en 1854, « La réaction et la révolution », un ouvrage qui fait date dans l'histoire de la pensée espagnole. Il atta-

que surtout l'injustice du pouvoir : « Tout homme qui impose ses volontés à un autre est un tyran », ajoutant que l'ordre véritable ne peut-être obtenu par la force : « L'ordre suppose la bonne disposition, l'harmonie, la convergence de toutes les forces sociales et individuelles ; l'ordre exclut toute humiliation et tout sacrifice. Peut-on appeler ordre cette paix artificielle que l'on obtient en tranchant par le fer les difficultés qu'un cerveau trop étroit ne permet pas de surmonter ? ». Pi y Margall constate que l'Espagne a toujours cru à l'efficacité des remèdes violents, mais lui se refuse à employer des moyens autres que la persuasion : « Je diviserai et subdiviserai le pouvoir, je le ferai changer et je ne cesserai de le détruire ». Pi y Margall, malgré sa croyance naïve au réformisme, pense sincèrement qu'il peut aider à franchir la première étape sur le long et difficile chemin qui mène à l'anarchisme (1).

Le programme fédéraliste divise l'Espagne en onze cantons autonomes, ces cantons en municipalités libres, l'union de l'ensemble étant scellée par des « contrats synallagmatiques, commutatifs et bilatéraux ». La législation sociale prévoit la journée de huit heures, l'inspection officielle des usines, et des règlements sur le travail des femmes et des enfants. Le programme agraire annonce la confiscation des terres en friches sur lesquelles s'établiront des communautés paysannes.

L'INSURRECTION CANTONALE

La guerre carliste éclate alors avec violence, et ce plan demeurera à l'état de projet. Les fédéralistes se voient obligés de conserver une armée qu'ils avaient promis de supprimer. La déception des classes laborieuses est grande, entre le 5 et le 13 juillet, de nombreuses villes se soulèvent : Alcoy, Cadix, Séville, Malaga, Grenade, Murcie, Carthagène et Valence se proclament communes autonomes, Cordoue et Jaen échouent dans cette tentative. Les éléments progressistes de la Marine appuient le soulèvement, les frégates « Numancia », « Vitoria », « Tetuan », « Méndez Nuñez », « Almansa » et « Ferrolana » hissent le drapeau de la révolte, ainsi que les vapeurs « Fernando et católico » et « Vigilante ». Le 18 juillet, Nicolás Salmeron succède à Pi y Margall et il confie aux généraux Martinez Campos et Pavia, la mission de ré- duire les révoltés.

Les troupes cantonalistes sont composées de régiments à effectifs réduits et de milices républicaines, désignées sous le nom de « Volontaires de la liberté ». La Commune de Paris a influencé fortement ce mouvement. Des comités de sa-

lut public remplacent les gouverneurs, les églises sont fermées, les paysans proclament l'indépendance absolue de leurs villages et se partagent les grands domaines. Quelle est la position de la Fédération Espagnole durant ces événements ? Elle refuse d'apporter son soutien de principe au mouvement fédéraliste, mais ne s'oppose pas à la coopération, à titre personnel, de ses groupes locaux et adhérents. Nous retrouvons alors Salvochea président du Comité administratif du Canton de Cadix.

Mais déjà, Martinez Campos réduit l'insurrection à Valence, et les généraux Pavia et Rodriguez de Alburquerque anéantissent le cantonalisme andalou ; Salvochea et Pablo Lazo sont condamnés au bagne avec de nombreux anarchistes, et dirigés en mars 1874, sur le pénitencier de Gomera. Quant aux bâtiments révoltés, assiégés dans la rade de Carthagène, par l'armée espagnole et des bâtiments de flottes anglaise et allemande, ils doivent se rendre après une héroïque résistance de six mois. Entre temps, Emilio Castelar avait succédé à Salmeron, mais au matin du 3 janvier 1874, alors que tombe le dernier bastion cantonaliste, le général Pavia, appuyé par l'armée, dissout l'Assemblée Constituante et nomme le général Serrano à la présidence du pouvoir exécutif. La première république espagnole a cessé d'exister.

La bourgeoisie se souviendra longtemps du soulèvement cantonal, et avec un effroi tout particulier pour les événements qui se déroulèrent en Alcoy. Alcoy, petite ville de la province de Valence, comptait en 1873, 8 000 ouvriers employés dans diverses fabriques de papier. Sur les conseils d'un instituteur anarchiste, Albaracín, ils décidèrent la première grève générale qu'ait connue l'Espagne, dans le but d'obtenir la journée de 8 heures. La municipalité intervint, prenant le parti des patrons. La garde civile ouvrit le feu sur les ouvriers, donnant le signal d'un combat de rues qui devait durer vingt heures. Les grévistes l'emportèrent finalement, brûlèrent plusieurs usines, tranchèrent la tête du maire et firent le tour de la ville avec leur trophée. Ces événements eurent un retentissement énorme, pour la première fois en Espagne, des ouvriers s'étaient révoltés.

En janvier 1874, le général Serrano décrète l'Internationale hors la loi. Commentent alors sept années de vie clandestine, les syndicats de Catalogne sont déclarés illégaux, et c'est l'Andalousie qui, durant de longues années, va préserver l'étincelle de notre idéal.

(1) « La constitution d'une société sans pouvoir est le but de nos aspirations révolutionnaires ; c'est en fonction de cet objectif final que je dois déterminer les réformes nécessaires. »

F. Pi. y MARGALL.

Les G.D.V. version actuelle !

Qui aurait pu croire que notre journal se trouverait dans l'obligation de réouvrir une rubrique inaugurée il y a cinquante ans par notre camarade Yvetot, secrétaire confédéral dans le journal de la C.G.T. d'alors. Pourtant, la lettre que nous publions et qui nous fut envoyée par un jeune soldat dont nous taisons le nom, pour des raisons faciles à comprendre, nous rappelle que l'armée est restée le pourrissoir si souvent décrit dans le passé. En publiant cette lettre, nous nous sommes interdit d'en toucher ni le style ni le vocabulaire afin de laisser le lecteur face à la colère et au dégoût que soulèvent dans une jeune conscience la fréquentation de nos gueules de vaches actuelles.

LA REDACTION.

Ce matin, j'ai compris pas mal de choses.

1° Ils m'ont fait faire un défilé, bien qu'exempt et avec la grippe.

2° Le colonel a dit :

Avant d'arriver, vous étiez la plupart, encore des enfants, des ganaches (autrefois dit, des petits cons). Mais maintenant, vous devez comprendre que la grandeur d'un pays est basée sur son armée GASP!!! Et maintenant vous allez devenir des hommes, et nous avons jugé que vous étiez dignes de vous présenter le drapeau.

Le drapeau, celui pour qui sont morts par milliers (rien que ça) des

hommes qui se sont battus pendant la dernière guerre, en Indochine, en Algérie, pour défendre son honneur, tout ça à grand renfort de « Marseillaise », et avec des sanglots dans la voix ; même les appelés avaient même les larmes aux yeux. J'aime mieux te dire que son essuie-verres, je pisse dessus, et qu'il peut se le foutre où il veut.

Tout ça, quatre heures debout sous la pluie et le vent, en petite chemise. C'est pour cela que je t'écris couché, car j'ai un bon 39°. Surtout que cet après-midi on a remis ça presque deux heures sous la pluie.

Je crois bien, à choisir entre 16 mois de prison et 16 mois d'armée, je prendrais 16 mois de prison. Mais hélas, c'est pas 16 mois, c'est 3 ans et faut le faire quand même, sinon tu finis inconnu dans une forteresse avec marqué « mort par accident », mais tu vis toujours. Ce n'est pas officiel, mais c'est la vérité.

Je voudrais essayer de faire comprendre à de nombreuses personnes qui vivent dans l'ignorance, ce qu'est ce scandale qu'on appelle l'armée.

Quand je pense que j'ai 19 ans, que je passerai peut-être quelques mois de mes 20 ans dans un camp de formation d'assassins, j'ai envie de me foutre en l'air.

Ce matin, quand j'ai reçu une mitrailleuse pour défilé, et que le capitaine a dit : « Tâchez d'avoir le regard méchant quand le colonel passera près de vous », j'ai eu envie d'attendre qu'il passe près de moi et de lui foutre ma main dans la gueule et puis je me suis dé-

gonflé et je crois que j'ai bien fait ; mais j'ai pris mon plus beau sourire et mon air le plus doux quand il est passé, il faudra quand je reviendrai que j'essaie d'oublier que j'ai porté un uniforme, une mitrailleuse et que je suis Français.

J'étais vachement fier d'être Français. Je le suis toujours, mais la France n'est qu'une province de la terre, comme tout le reste ; alors je suis encore plus fier d'être un type qui pense, peut-être pas beaucoup, mais assez pour avoir à me révolter ; non pas contre l'armée (les types de métier, y comptent pour du beurre... Si leurs conneries leur plaisent, qu'ils continuent), mais contre ceux qui restent, ceux qui trouvent normal que des types de 19 ans restent 4 heures debout sous la pluie et encore heureux, c'est pas l'hiver, qu'ils deviennent complètement idiots, abrutis, qu'on les insulte, qu'on les efforce d'être laids. Il est vrai que les personnes laides sont souvent agressives.

Je dis non, il faut arrêter cela. Je sais que des types qui reviennent, trouvent ça normal, mais c'est de la faute à qui, à des espères de cons qui leur ont gueulé pendant 16 mois que c'était très bien et qu'ils devaient être fiers de servir la France quand il ne s'agit pas d'un bout de chiffon.

Je pense que j'aurai assez de force pour éviter cela et m'en tirer bien avant, ce qui ne m'empêchera pas de penser à tous ceux qui restent.

Je compte sur tous ceux qui ont le même idéal que moi...

Le rendez-vous d'octobre

(SUITE DE LA PAGE 3.)

Cela est la continuation de la politique réactionnaire et clérical qui réduit les crédits pour les achats automobiles (quitte à ruiner une industrie) dans le double but de créer du chômage dans la profession et d'interdire à la classe ouvrière d'accéder aux mêmes avantages que la bourgeoisie.

Cela est la suite d'une politique de reconversion des professions et du déplacement des populations, moins pour des nécessités pratiques, que pour dissoudre des noyaux syndicaux ou sociaux gênants pour les hommes du pouvoir.

Cela est la résultante d'une politique qui n'a souci de la santé physique et morale d'une population qui n'est à ses yeux qu'un cheptel, d'une politique qui ne vise qu'à la force de frappe, la bénédiction papale, la mainmise du clergé et de l'Etat, sur le corps et l'esprit d'un troupeau servilement soumis, que la mégalomanie des dirigeants voudrait voir s'élever à cent millions de têtes de pipe, avec son contingent de chômeurs, incitant ceux qui n'en sont pas à courber l'échine.

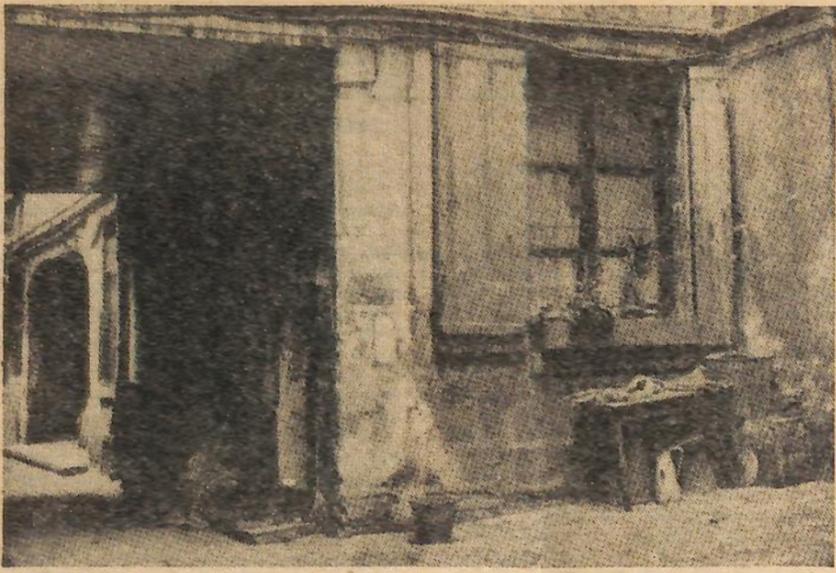
Il pourrait sembler qu'une telle attitude à la veille de cette année d'élections relève d'une certaine maladresse.

Ce serait oublier que ceux qui s'opposent à de Gaulle, dans le cirque électoral, sont les mêmes qui lui faisaient la courte échelle pour le hisser au pouvoir et qu'ils ont aujourd'hui bonne mine pour se faire les champions de l'opposition.

La bataille se livrera ailleurs.

Que cette année, qui devrait être celle de nombreuses grèves, soit en premier lieu celle de la grève des électeurs.

Maurice LAISANT.



LE SIEGE DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

Cette année tout ce qui se réclame du Mouvement ouvrier commémore le centenaire de la Première Internationale ou plus précisément de la Première Internationale ouvrière, si l'on veut compter comme organisations effectives les tentatives timides et sans lendemain de constituer une liaison internationale, plus jacobine que socialiste, de Mazzini en 1834, des Chartristes en 1846 et de Ledru-Rollin, Ruge et Mazzini en 1850. En réalité avant, la création de la Première Internationale ouvrière la seule tentative sérieuse fut celle des proscrits français, polonais et allemands auxquels une minorité des syndicalistes anglais s'était jointe et qui constituèrent à Londres, en 1856 « L'Internationale Association » qui disparut en 1859.

Mais le cadre était tracé et la Première Internationale « un enfant né dans les ateliers à Paris et mis en nourrice à Londres » suivant la belle expression du chimiste Binal un de ses créateurs, ne fut pas simplement l'œuvre des ouvriers français et anglais mais également celle des socialistes de diverses écoles chassées de leur pays et réfugiées en Angleterre. L'organisation se ressentira toujours des divergences doctrinales qui séparaient ses promoteurs et l'Internationale fut loin de constituer un bloc idéologique. Ce n'est pas sans raisons qu'aujourd'hui toutes les tendances du socialisme et du syndicalisme se réclament et commémorent la Première Internationale car ces tendances étaient en puissance à Londres en 1864 et s'affrontèrent au Congrès de Genève dont les résolutions furent des résolutions de compromis.

Cependant, on peut penser, que deux événements allèrent accélérer la création de l'Internationale et orienter ses premières années. Le premier de ces événements fut la délégation des Sociétés de Secours Mutuels qui se rendit à Londres en 1862 à l'occasion de l'Exposition et qui établit aussitôt des relations suivies avec le mouvement Chartiste qui en Angleterre avait imposé des réformes substantielles. Le second, le manifesta des soixante paru en 1864 et qui établit une démarcation nette entre les travailleurs salariés et les intellectuels venus de la bourgeoisie et se réclamant d'un socialisme parlementaire.

C'est en juillet 1863, au cours d'une manifestation organisée à Londres en faveur de l'indépendance de la Pologne, et à laquelle assistaient Tolain, Fribourg et Limousin, que furent décidées, entre syndicalistes anglais et français, les bases d'une entente. La proposition fut faite par Georges Odger, qui va devenir le premier Président du Conseil général de l'Internationale et qui était alors le secrétaire de l'Union des Mécaniciens de Londres. Aussitôt la délégation française propose que des « comités ouvriers soient établis pour l'échange de correspondances sur les questions internationales ». Mais c'est seulement en septembre 1864 que la Première Internationale Ouvrière fut effectivement créée au cours d'un meeting qui se tint à Saint Martin's Hall. L'adresse inaugurale, dont nous publions un passage significatif, rédigée par Karl Marx, reprenait les grandes lignes du discours de Tolain. Si elle laissait dans l'ombre bien des points qui allaient être à l'origine d'après conflits, elle établissait une plate-forme de classe qui inspirera tout le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Dans l'Internationale à peine reconstituée quatre grands courants vont s'affronter. Les proudhoniens à la tête desquels se trouve la délégation française avec Tolain, Fribourg et Limousin. Les marxistes autour desquels se regroupent les réfugiés politiques de Londres, les blanquistes qui vont faire dans l'Internationale une rentrée tumultueuse et méfiante et qui seront animés par Césard de Paepe qui dirige la section de Bruxelles. Enfin des proudhoniens comme Varlin, Benoît Malon et Pingy, des blanquistes comme Nougés, Lefrançais et Richard, des Suisses comme James Guillaume, des Italiens comme Fanelli formeront un courant intermédiaire qui se réclamera après quelques années de tâtonnements d'un communisme anti-autoritaire qui plus tard avec Bakounine dominera l'Internationale. Et de ce courant sortira d'abord le socialisme libertaire et ensuite l'anarcho-syndicaliste. Il est d'ailleurs curieux de constater, que même si le rapport des forces a changé et compte tenu de la disparition du blanquisme absorbé par le marxisme on retrouve aujourd'hui, dans le mouvement syndical les grands courants qui agiteront l'Internationale : le marxisme, le réformisme et l'anarcho-syndicalisme.

Au même titre que la prise de Constantinople ou le 14 juillet 1789, le 29 septembre 1864 marque un tournant de l'humanité. Certes on a pu écrire justement « que l'Internationale qui vient de se créer à Londres était une grande âme dans un petit corps ». Ce corps va se développer et les puissants à partir de cette date ne pourront plus établir les schémas sur lesquels reposent leur pouvoir sans tenir compte de l'organisation des travailleurs. Celle-ci va devenir le dénominateur commun du capital et du travail et c'est à partir d'elle en tenant compte de sa force dans un moment donné de l'histoire que des hommes vont asseoir leurs privilèges et que d'autres hommes vont faire avancer leur libération. Mais le bouleversement qu'apporte la naissance de l'Internationale, c'est « la vox populi » qui nous le révélera et il suffit d'entendre aux jours de colère s'élever de la masse les strophes de Potier pour comprendre que c'est moins dans les cerveaux que dans le cœur des foules qu'est déposée cette formule radieuse qui donne un sens aux luttes sociales : L'INTERNATIONALE SERA LE GENRE HUMAIN.

Maurice JOYEUX.

LA SECTION FRANÇAISE

Sur de nombreux points, l'action de sa section française se confond avec celle de l'Internationale, qu'elle marquera de son empreinte. Pourtant, il convient de souligner les grands moments d'une organisation qui, en sept années, va transformer complètement le mouvement ouvrier, avant de s'effondrer, non sans avoir légué au socialisme international la plus magistrale esquisse d'une société sans classe : la Commune de Paris.

Aussitôt après la création de l'A.I.T., le bureau parisien s'installe rue des Gravilliers et Fribourg, qui fut un des premiers correspondants, nous a laissé une description pittoresque de ce local vétuste où devait naître le Syndicalisme révolutionnaire. En 1863, les candidatures ouvrières opposées à celles des socialistes et des libéraux, avaient coupé en deux la démocratie en lutte contre l'Empire. Le manifeste des soixante devait dresser contre les Internationaux tous les politiciens socialistes pour qui le peuple était une masse de manœuvre destinée à ne penser que par personne interposée. L'Empire, qui voit le mouvement ouvrier se cantonner dans le domaine économique et qui n'a pas encore compris le danger mortel que représentait pour lui ce changement de front, pratique envers les sociétés de résistance (les syndicats d'alors), une politique tolérante qui met les blanquistes en fureur et ceux-ci se répandent en calomnies infectes contre Tolain et les Internationaux. D'ailleurs, dans le domaine ouvrier, la politique des blanquistes est très claire et les blanquistes Meunier et Genton, pouvaient répondre à Fribourg, qui se plaint des conditions de vie des ouvriers : « C'est tant mieux. Plus il y aura de misère et plus nous serons contents ; nous voudrions que l'ouvrier cessât de gagner son pain, alors la faim ferait peut-être ce que n'ont pu encore faire les raisonnements. Vous autres, les coopérateurs, vous vous efforcez de pallier les souffrances du travailleur et c'est pour cela que nous vous détestons, car si, par impossible, vous réussissiez à rendre l'ouvrier heureux, la révolution n'arriverait

jamais et nous voulons la révolution. » Aujourd'hui, lorsqu'on regarde l'état du mouvement ouvrier moderne, cette position du « vieux » donne à réfléchir. Elle dénote, chez Blanqui, compte tenu de l'exaspération ou l'a plongé les candidatures ouvrières, une vision de l'avenir qui fera défaut à Marx. D'ailleurs, deux journaux importants : « Rive Gauche », avec Vermorel, et le « Courrier Français », avec Jules Vallès, prennent la défense des hommes de l'Internationale. On peut constater que si la section française forme une avant-garde solide, elle n'est pas toujours comprise du prolétariat parisien qui, comme le remarque Audigeon dans ses souvenirs « possède avec le culte de l'égalité, le sentiment national qui forme dans le domaine de la vie publique, des ouvriers parisiens, le trait le plus saillant et le plus universel. »

En 1866, au moment de la déclaration de guerre austro-allemande, le bureau parisien de l'Internationale publie la déclaration suivante : « Au sujet de la guerre actuelle l'A.I.T. considère que la présente guerre qui ensanglante le continent intéresse seulement les gouvernements, il conseille aux ouvriers de rester neutres et de s'associer dans le but d'acquiescer la force par l'unité et d'employer cette force ainsi conquise à leur émancipation sociale et politique. » En 1867 les Internationaux obtiendront la reconnaissance des Chambres syndicales. Jusque-là, c'est seulement l'élite des ouvriers qui adhère à l'Internationale, mais Eugène Varlin parviendra à lier l'organisation aux sociétés ouvrières. Les grèves qui se multiplient, sont soutenues par le bureau parisien de l'Internationale. Le gouvernement impérial, qui a ouvert les yeux sur ce que représente le mouvement ouvrier, fait inculper Tolain, Chémalé, Héligon. Ils seront remplacés par Varlin, Benoît Malon, Combot, Bourdonade, qui se réclament du communisme anti-autoritaire et vont prendre de la distance envers Tolain, Limousin et Fribourg, qui se réclament du Mutualisme. Les ouvriers du bâtiment sont alors en

L'INTERNAT

HISTOIRE TUMULTUEUSE

La constitution d'un organisme de liaison internationale avait été un acte de foi. Lorsque, de ce rassemblement confus il fallut extraire un ensemble de principes et une ligne de conduite commune à toutes les sections nationales, les difficultés commencèrent.

« La capacité ouvrière » de Proudhon qui vient de paraître et les « Principes fédératifs » du même auteur, inspirent les représentants de la section française qui voient l'émancipation ouvrière à travers la généralisation du « Mutualisme ». Les blanquistes mal débarbouillés des « grands principes de 89 » pratiquent un nationalisme agressif et rêvent de porter le socialisme à la pointe des baïonnettes à travers toute l'Europe. Calfeutrés dans leur île, l'immense majorité des syndicats anglais essaient de construire une économie en marge de leur capitalisme mais aussi du mouvement socialiste européen, cependant que par personne interposée Marx, ce génie gothique, débute cette lente ascension qui aboutira à la centralisation de l'organisation internationale et sera le prélude au « centralisme démocratique » inventé par Lénine. Partout ailleurs en Italie, en Belgique, en Hollande, en Allemagne même le Mouvement socialiste oscille entre la collaboration avec les libéraux dans des gouvernements bourgeois et le carbonarisme. Le romantisme révolutionnaire n'a pas encore vu son exubérance corrigée par une étude sérieuse de l'économie ou plutôt les études sérieuses de l'économie parues jusqu'alors et qui sont l'œuvre soit de Proudhon soit de Marx sont négligées car elles limitent l'aventure révolutionnaire, non repoussée de visées personnelles, à quoi rêvent les politiciens issus de la bourgeoisie et qui se sont ralliés au socialisme. La Grèce, la Pologne, l'Italie, autant de problèmes nationaux qui masquent le vrai problème, le problème de classe que l'Internationale doit résoudre et Bakounine lui-même n'échappera pas pour un temps à ce lyrisme, nationaliste mis à la mode par Byron et qui gangrène la démocratie radicale et socialiste du dix-neuvième siècle.

DES DEBUTS DIFFICILES

Six mois ne se sont pas écoulés depuis la création de l'Internationale que déjà un conflit s'élève entre la section parisienne et le Conseil de Londres sourdement travaillé par Marx. Le bureau international a désigné pour le représenter en France, Henri Lefort, un républicain socialiste qui n'appartient pas au mouvement ouvrier. Tolain et Fribourg refusent au Conseil général le droit de s'immiscer dans l'organisation et l'administration intérieure de la section française : ils ont donné leurs adhésions au pacte de Londres parce que fédératif ; ils ne veulent relever que de leurs mandants. Le Conseil général n'est que le cœur de l'association ; le Congrès seul en sera la tête. Ils obtiendront satisfaction. Mais

déjà se trouve posé un problème essentiel du Mouvement ouvrier qui, aujourd'hui encore, agite profondément les partis communistes en rébellion contre Moscou. A la conférence qui se tint à Londres, en 1865, et qui consacra la prédominance de la section française dans l'Internationale, un autre événement important se produisit. Pour la première fois, au côté de Tolain, siège un ouvrier relieur. Il s'appelle Eugène Varlin.

Mais c'est le Congrès de Genève, en 1866, qui va être déterminant pour l'Internationale. Marx écrit, à ce sujet, à Engels : « Je suis décidé à faire, ici, ce que je pourrai pour le succès du Congrès de Genève, mais à ne pas y aller, je me soustrais de cette façon à toute responsabilité personnelle. » Lorsque, à l'ouverture du Congrès, on annonce que Marx a refusé d'être délégué, Tolain monte à la tribune pour déclarer : « Comme ouvrier, je remercie le citoyen Karl Marx de n'avoir pas accepté la délégation qu'on lui offrait. En faisant cela, le citoyen Marx a montré que les congrès ouvriers ne doivent être composés que d'ouvriers manuels. » Et il termine son intervention en déclarant : « Je crois qu'il est utile de montrer au monde que nous sommes assez avancés pour agir par nous-mêmes. » Et, là, se pose nettement la séparation du mouvement syndical et du mouvement socialiste qui, encore de nos jours, opposent le Mouvement ouvrier révolutionnaire aux marxistes et aux communistes, en particulier. Ce Congrès devait voir la rentrée tumultueuse des blanquistes à l'Internationale où ils attaquent violemment Tolain. Enfin les résolutions du Congrès tracent les grandes lignes de ce que sera, trente ans plus tard, le programme d'action des Bourses du Travail. Le Congrès décide que le Conseil général établira des statistiques des conditions de travail dans tous les pays. Il constate que « le premier pas en vue de l'émancipation ouvrière est la journée de huit heures ». Toutefois, le Congrès se termine sur un échec de la délégation française, opposée aux « travailleurs de la pensée », et un amendement de Tolain, qui exige, pour voter au Congrès, la qualité d'ouvrier manuel est rejeté par 25 voix contre 20. Le Congrès se sépare en condamnant les armées permanentes. L'importance du Congrès n'échappera à personne et on voit déjà se dessiner ce que seront les grandes lignes du syndicalisme révolutionnaire. Parmi la délégation française, et en plus des « mutualistes », on note Eugène Varlin, Benoît Malon, Aubry, Albert Richard et un jeune délégué de la Suisse, James Guillaume.

Au Congrès de Lausanne, en 1867, la prééminence de la section française est encore nette, mais les tendances qui vont s'affronter laissent deviner ce que va être l'orientation de l'Internationale dans les années à venir. Les « Mutualistes » affrontent les collectivistes qui préconisent « l'entrée du sol à la propriété collective et l'abolition de l'héritage » ; ces der-

DE L'INTERNATIONALE

grève à Genève. Non seulement le bureau parisien empêche les ouvriers français d'aller travailler à Genève, mais encore collecte des fonds pour leurs camarades suisses. C'est probablement le premier mouvement important qui voit l'application de la solidarité internationale sous ses deux aspects, de solidarité financière, mais également refus de briser une grève en acceptant de travailler à la place des grévistes, et Varlin écrit : « Sans le lien fédératif, les travailleurs des différents pays, en présence d'une grève générale qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de soutenir, n'auraient pas obtenu l'appui des travailleurs de Paris ou de Londres. » Ce qui permet au mouvement ouvrier de se développer, ce sont les excellents rapports qui existent entre les deux courants ouvriers. Fribourg et Tolain sont réformistes, Varlin révolutionnaire, mais leur collaboration est amicale.

Les progrès vont dès lors être constants. En 1868, le mouvement s'incarne dans quelques hommes, dont il faut retenir le nom : Varlin, Murat, Héligon, Combault, Aubry, Richard, Bastelica, Benoit Malon, Avrial, Frankel, Theisz, Johannard : ce sont les hommes qui vont dominer l'économie de la Commune. L'Internationale compte alors en France 300 000 affiliés.

Eugène Varlin a une vision nette de ce que sera le socialisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme, il écrit en 1869 :

« Nous pourrions surtout commencer l'étude des moyens d'organiser le travail aussitôt la révolution faite, car il faut que nous soyons prêts, ce jour, si nous ne voulons pas nous laisser frustrer encore une fois. La suppression de toutes les institutions qui nous gênent sera facile, nous sommes à peu près d'accord là-dessus ; mais l'édification sera plus difficile car les travailleurs n'ont pas encore d'idées communes sur ce point. Très peu ont quelque chose d'arrêté dans leur imagination. Il est cependant essentiel que nous soyons prêts, de telle sorte qu'en substituant tout d'un coup un bien meilleure organisation à celle que nous ferons disparaître les plus incrédules et les

plus rétifs soient immédiatement avec nous. »

Et en mars 1870, dans « la Marseillaise », le journal des Internationaux, Varlin précise sa pensée :

« La richesse sociale ne peut assurer le bien-être de l'humanité qu'à la condition d'être mise en œuvre par le travail... à moins de vouloir tout ramener à l'Etat centralisateur et autoritaire... et arriver ainsi à une organisation hiérarchique de haut en bas du travail dans laquelle le travailleur ne sera plus qu'un engrenage inconscient sans liberté et initiative... Nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs eux-mêmes doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail. »

Deux procès vont aboutir à la dissolution du bureau de l'Internationale. Ces procès vont accroître la popularité des Internationaux et dissiper les calomnies déversées par les blanquistes. Partout en France, les sections de l'Internationale se développent. A Lyon, avec l'ex-blanquiste Richard, à Rouen avec Aury, à Marseille, à Toulouse, à Lille, à Brest, l'Internationale se répand comme une marée irrésistible. En 1869 les grèves se multiplient ; la troupe tire, 13 morts à Saint-Etienne, 14 morts à Aubin. La section française de l'Internationale élève une protestation. « En présence de tels attentats commis contre la vie et le droit du peuple, nous déclarons qu'il nous est impossible de vivre sous un régime social où le capital répond à des manifestations parfois turbulentes mais justes par des fusillades. Les travailleurs savent ce qu'ils ont à espérer de cette caste qui n'a exterminé l'aristocratie que pour hériter de ses injustes prétentions. »

A propos des élections de 1869 où quelques candidatures ouvrières furent présentées contre celles de républicains (Jules Vallés en particulier, fut présenté contre Jules Simon), Varlin écrit à Richard :

« La campagne électorale nous a montré le plus beau gâchis qu'il soit possible de voir. Presque toutes les personnalités répu-

blicaines sont venues échouer et montrer leur impuissance ou leur incapacité devant l'opinion publique. Je considère que le résultat des élections sera insignifiant. Quatre républicains bourgeois de plus entreront au Corps législatif et voilà tout. Tant mieux si le peuple peut se désabuser sur le régime représentatif. »

Et quelques jours après, Varlin explique la tactique des militants ouvriers :

« Accroître nos forces par une active propagande et détruire le prestige de toutes ces personnalités bourgeoises plus ou moins radicales qui sont un danger pour la révolution sociale. »

C'est également en 1869 que les Internationaux décident de fonder un journal quotidien « La Marseillaise ». Le Bureau Parisien qui a été dissous à la suite d'un procès se reconstitue derrière le bureau de la Fédération des chambres syndicales à la tête de laquelle se trouve André Theisz qui à son tour est poursuivi. Et Theisz et ses amis construisent le cadre de toutes les organisations syndicales à venir en fédérant nationalement d'une part les sociétés diverses d'un même métier et de l'autre en liant les différentes professions en des unions régionales. Et Varlin constate : « La Fédération parisienne en créant un centre sérieux doit devenir le foyer de la révolution sociale... » La Fédération des chambres syndicales aura son siège place de la Corderie ou l'Internationale plus ou moins clandestine s'installera également.

En 1870, la guerre est proche. Le pouvoir surveille le mouvement ouvrier. La situation est difficile et Varlin qui se méfie des initiatives blanquistes écrit à Aury :

« Les délégués des Chambres syndicales se sont émus du danger qu'il y a pour la cause populaire à abandonner la direction du mouvement ouvrier à un ou quelques hommes. Quelque temps après à la suite d'une grève qui oppose les ouvriers du Creusot à Scheider, patron de combat, Varlin est arrêté. A sa libération il commence une campagne de propagande dans le Nord et pendant son absence le gouvernement fait emprisonner tous les militants qui, à Paris, dirigent l'Internationale. Var-

lin s'enfuit à Bruxelles, Léo Frankel, ouvrier bijoutier et futur membre de la Commune présente la défense de ses camarades. Ceux-ci sont condamnés à un an de prison. Enfin, c'est la guerre. Les Internationaux parisiens publient cette adresse au peuple allemand :

« Frères allemands, au nom de la Paix, n'écoutez pas les voix stépendiaires ou serviles qui cherchent à vous tromper sur le véritable esprit de la France ; restez sourds à des provocations insensées car la guerre nous serait une guerre fratricide ; restez calmes comme peut le faire sans compromettre sa dignité, un grand peuple fort et courageux. Nos divisions n'amèneraient des deux côtés du Rhin que le triomphe du despotisme. »

On peut lire dans cette page le commentaire odieux de Marx en réponse à ce manifeste plein de dignité.

Le 4 septembre : l'Empire s'effondre. La République est proclamée « par un groupe de fonctionnaires superposés à la nation et sans faire corps avec elle ». La guerre a brisé l'Internationale et Frankel constate tristement « l'impossibilité pour elle de créer un organe ». Mais si l'Internationale détruite à Paris ne se reconstitue pas, il reste à ses membres un dernier effort à faire. Le lendemain de l'insurrection et de la proclamation de la Commune, la Section française de l'Internationale déclare :

« Nous avons revendiqué l'émancipation des travailleurs et la délégation communale en est la garantie car elle doit fournir à chaque citoyen les moyens de défendre ses droits de contrôler d'une manière efficace les actes de ses mandataires chargés de la gestion de ses intérêts et de déterminer l'application progressive des réformes sociales. »

Nous avons combattu, nous avons appris à souffrir, pour notre principe égalitaire nous ne saurions reculer alors que nous pouvons aider à mettre la première pierre à l'édifice social. »

C'est le dernier document important que signent les Internationaux avant de sombrer avec la Commune « dans la grande marée des douleurs ».

IONALE ET L'HISTOIRE

DE L'INTERNATIONALE

niers sont soutenus par les Anglais, les Belges et les Allemands. César de Paepe sera leur porte-parole. Les Français et les Italiens demeurent partisans de la propriété individuelle. La décision est rendue au prochain Congrès et l'Assemblée décide d'appuyer le Congrès de la Paix et désigne James Guillaume pour la représenter (Congrès de transition) ! Ce qui n'empêche pas Marx d'écrire à Engels : « A la prochaine révolution, nous aurons tous deux l'Internationale entre les mains. » Une fois de plus, le « prophète » se trompe. La prochaine révolution, qui sera la Commune, échappera complètement à son contrôle et son dépit de ne pouvoir dominer l'Internationale le poussera à la détruire.

LA POUSSEE DECISIVE

Le Congrès de Bruxelles (1868) devait marquer un tournant décisif dans l'orientation de l'Internationale. Une nouvelle commission remplace, à Paris, Tolain et ses amis, condamnés par le Tribunal correctionnel. Elle comprend Eugène Varlin, dont l'influence va devenir prédominante, Benoit Malon, Theisz, Pindy, des futurs membres de la Commune et, également, Richard et Audry, des blanquistes qui ont évolué vers le mouvement ouvrier. Ils se réclament d'un communisme anti-étatique. Ils s'opposent à Tolain, en réclamant l'instruction gratuite et obligatoire, et l'égalité des droits de la femme. Les mutualistes s'opposaient à l'examen des problèmes politiques. Varlin et ses amis, appuyés par de Paepe, feront triompher une théorie qui restera celle du syndicalisme et que la Charte d'Amiens reprendra pour eux, les syndicalistes ne peuvent pas se désintéresser des problèmes politiques qui les concernent, mais la solution de ces problèmes dépend, d'abord, des travailleurs qui les examinent et leur trouvent une solution en dehors des partis politiques. En se plaçant ainsi à égales distances des réformistes et des marxistes, ils fixent un point décisif de la doctrine anarcho-syndicaliste. Et le Congrès se termine sur cette déclaration du président Dupont : « Nous ne voulons pas de gouvernement parce qu'il ne sert qu'à opprimer le peuple. Nous ne voulons plus d'armées permanentes parce qu'elles ne servent qu'à massacrer le peuple, nous ne voulons plus de religions parce qu'elles ne servent qu'à éteindre les lumières et à anéantir l'intelligence. » Voilà un programme auquel nous avons été les seuls, nous autres anarchistes, à rester fidèles, ce qui nous autorise à nous réclamer valablement de la Première Internationale, celle qui, en pleine maturité, dressait le catalogue des luttes pour l'émancipation du monde du travail.

Le congrès, qui se tient à Bâle, en 1869, confirme et complète le Congrès de Bruxelles. Le socialisme collectiviste l'emporte sur le mutualisme. Pour écarter le réformisme du mouvement syndical,

Bakounine, Marx et Blanqui se sont associés. Blanqui déclare : « Les hommes de la légalité ont relevé la tête. » Mais, en réalité, le Congrès est dominé par une majorité de communistes non autoritaires en face de deux minorités : les mutualistes et les marxistes. La majorité fait adopter le principe de l'abolition de la propriété foncière et du droit d'héritage. Les mutualistes Tolain et Murat sont battus. Les marxistes présentent alors un amendement rédigé par Marx, limitant seulement le droit de tester. Cet amendement est également repoussé et on peut dire alors que le communisme anti-autoritaire, le communisme libertaire dominent le Mouvement ouvrier international. Et Engels écrit à Marx : « Le gros Bakounine est derrière tout cela, c'est évident. Si ce maudit Russe pense se placer par des intrigues à la tête du mouvement ouvrier, il est grand temps de le mettre hors d'état de nuire. » Mais c'est dans la lettre de Varlin, qui paraît dans « Le Commerce », que se dessinent nettement les trois tendances. Il écrit : « L'Internationale est et doit être un Etat dans l'Etat. Qu'elle laisse ceux-ci marcher à leur guise en attendant que notre Etat soit le plus fort. Alors, sur les ruines de ceux-là nous mettrons le nôtre. » Et Louis Pindy pose nettement le problème de la syndicalisation : « Le groupement des sociétés de résistance (les syndicats) formera la commune de l'avenir et le Gouvernement sera remplacé par le conseil des corps de métier. » C'est ce que devait dire Pierre Besnard, dans son magnifique discours du Congrès de Lille, en 1921. C'est ce que disent tous ceux qui se réclament valablement de l'anarcho-syndicalisme. Enfin la résolution finale du congrès de Bâle se termine par cette phrase de Louis Pindy : « Le régime du salariat doit être remplacé par la Fédération des producteurs libres. »

L'Internationale est alors à son apogée et c'est Benoit Malon qui constate que « partout l'idée de l'Internationale prend comme une trainée de poudre. » Mais la guerre va, suivant la belle expression de Dolléans, « rompre l'élan ».

LE DECLIN

La guerre franco-allemande de 1870 va écarteler les tendances qui se supportaient difficilement dans l'Internationale. Les blanquistes enfourchent le dada nationaliste et Marx peut constater amèrement, dans une lettre à Engels : « Je t'envoie Le Réveil : tu y verras l'article du vieux Delescluze, c'est du plus pur chauvinisme », et Jules Vallés nous a laissés, dans L'Insurgé, quelques pages hautes en couleur sur l'attitude des travailleurs influencés par le jacobinisme, le jour de la déclaration de guerre. Mais Marx, dans la même lettre, ajoute ces commentaires qui peignent bien le personnage : « La France a besoin d'être

rossée. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir de l'Etat sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. La prépondérance allemande, en outre, transporterait le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France, en Allemagne » et il conclut : « La prépondérance sur le théâtre du monde du prolétariat allemand sur le prolétariat français sera, en même temps, la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. » Voilà des propos qui annoncent le Staline des grandes exterminations. Et Engels répond par ces phrases qui devraient être gravées dans la mémoire de tous les militants ouvriers : « Ma confiance dans la force militaire croît chaque jour. C'est nous qui avons gagné la première bataille sérieuse. Il serait absurde de faire de l'antibismarckisme notre principe directeur. Bismarck, en ce moment comme en 1866 (écrasement militaire de l'Autriche), travaille pour nous à sa façon. » Pendant que ces politiciens odieux se congratulaient de cette façon écoeuvante, les deux ailes proudhonniennes, l'aile mutualiste et l'aile communiste anti-autoritaire, se réconciliaient et publièrent, contre la guerre, un manifeste que vous lirez dans ce numéro et qui reste l'honneur du mouvement ouvrier révolutionnaire. »

De son côté, le conseil général de l'Internationale, à Londres, publiait un manifeste équivoque où on sentait l'influence de Marx, qui se terminait par cette phrase valable, qui ne peut en faire oublier d'autres plus que contestables : « La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs français et allemands. Elle est intimement convaincue que, quels que puissent être les résultats de cette horrible guerre, l'alliance des classes ouvrières de tous les pays finira par tuer la guerre. » Et cette vieille canaille de Marx, en réponse au manifeste pour la paix des travailleurs français, a l'audace d'écrire à Engels, en parlant des Internationaux parisiens qui avaient signé le manifeste pour la paix : « Ces individus, qui ont supporté Badin-guet pendant vingt ans et qui, il y a six mois, n'ont pu empêcher qu'il reçoive six millions de voix contre un million et demi (ce qui, entre nous représentait à peu près la classe ouvrière salariée à cette époque), ces gens prétendent, à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une République, et laquelle, que les Allemands doivent quitter immédiatement le sol sacré de la France, sans quoi la guerre à outrance... » Là, Marx jette par-dessus bord ses amis blanquistes. Mais l'étude de ce texte nous prouve que le personnage n'était pas seulement une canaille, mais un imbécile. La Commune de Paris et sa défaite allaient accentuer la décadence de l'Internationale. Ravagée par les factions, l'action de l'Internationale pendant la Commune fut sans grande efficacité. Marx et ses amis ne jouèrent aucun

rôle dans la grande insurrection parisienne et, par la suite, Marx essaya d'accommoder l'insurrection à sa sauce. Le bureau des Trade-Unions de Londres refusa de s'engager et le seul appui que reçurent les communards fut celui des proscrits se réclamant du romantisme socialiste. Il est vrai que la Commune fut l'œuvre du Jacobinisme dont ils se réclamaient et des Internationaux français. Engels peut écrire et, pour une fois, nous sommes d'accord avec lui : « Les responsables de tous les décrets, mauvais ou bons, furent les proudhoniens, comme la responsabilité des actes politiques revient aux blanquistes », encore qu'il faille constater que les Internationaux de la Commune n'étaient pas des mutualistes qui, avec Tolain, s'étaient ralliés à Thiers, mais les communistes antiautoritaires.

L'EFFONDREMENT

Après la Commune, la lutte entre Bakounine et Marx va prendre un tour dramatique. Le conflit s'est simplifié. Deux tendances se partagent l'Internationale. D'une part, les communistes anti-autoritaires avec Bakounine ; d'autre part, les communistes autoritaires avec Marx. Une mince fraction, conduite par de Paepe, s'efforce, en vain, à la conciliation. Débarrassés des Internationaux parisiens, Marx, à la conférence de Londres de 1871, fait voter une motion qui sonne le glas de l'Internationale : « La constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale. » Le mouvement syndical est mort et Marx s'apprête à prendre sa succession mais, une fois de plus, le mouvement syndical renaitra et se dressera contre les politiciens.

La scission sera consommée, à la Haye, en 1872. Bakounine et James Guillaume sont exclus. Et, sur la proposition de Marx et d'Engels, le conseil général est transféré à New York.

Pendant dix ans, l'Internationale a dominé l'histoire européenne. Certes, toutes les écoles socialistes ou syndicalistes peuvent se réclamer de tels ou tels aspects de l'Internationale ; mais relisez les résolutions du Congrès de Bâle, qui marque le sommet de l'organisation, et vous comprendrez que, seuls, les anarchistes défendent, aujourd'hui, les principes et les formes de luttes qui furent celles des Internationaux et qui, aujourd'hui, sont abandonnées par tous les communistes y compris les trotskystes, par tous les socialistes y compris la gauche, par tous les syndicalistes y compris ceux qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire. C'est ce qui nous autorise à prétendre que, seuls, les anarcho-syndicalistes et les communistes libertaires sont en droit de se proclamer les héritiers des hommes qui ont inscrit sur les pages de l'Histoire l'acte de naissance du Mouvement ouvrier international communiste anti-autoritaire.

CONGO REBELLE

par Gérard SCHAAFS

Depuis plus de quatre années, l'ancien Congo belge occupe en permanence une des toutes premières places sur la scène internationale. Dans ce territoire de 2 345 000 kilomètres carrés, treize millions d'habitants sont condamnés à crever de faim, de misère, de typhus, de variole, de malaria et des ravages d'une guerre à la fois civile et tribale.

Pour essayer d'éclairer la situation actuelle du Congo et de démêler l'extraordinaire imbroglio de trahisons, de mutations et de transactions de toutes sortes, il est nécessaire de définir ce qu'est, en réalité, le Congo.

LE CONGO N'EXISTE PAS

« Le Congo n'existe pas. Du moins en tant qu'entité politique, économique, ethnique ou nationale » (1). C'est un ramassis de territoires découpés arbitrairement, de peuples littéralement débités en tranches lors de la colonisation et du partage de l'Afrique.

Avant d'être cédé à l'Etat Belge en 1908, l'Etat Indépendant du Congo était la propriété personnelle du roi Léopold II, depuis l'Acte Général de Berlin (1885). Dans ce territoire extrêmement riche en minerais (15 % de la production mondiale de cuivre ; 73 % de la production mondiale de cobalt ; et 80 % de la production mondiale de diamants industriels), Léopold II avait institué le travail forcé. Les réfractaires étaient condamnés à avoir les pieds et les poignets coupés. En dix ans, trois millions d'Africains périrent dans des camps de travail et lors de la construction du chemin de fer Matadi-Léopoldville (janvier 1890 à mai 1892), on comptait en moyenne cent vies humaines par kilomètre de voie.

C'est ainsi, qu'en trente-trois ans fut édifié le plus riche empire minier du monde.

Bientôt, la raclure cléricale, qui avait au Congo le monopole de l'enseignement, envoya des benédictins « instruire et civiliser » les enfants. Chaque mission avait en propriété perpétuelle, depuis la convention conclue entre la colonie et le Saint-Siège, le 26 mai 1906, 100 à 200 hectares de bonnes terres remis gratuitement. Ces chiffres devinrent rapidement cinq à dix mille hectares et les petits « catéchistes » des « chapelles de brousse » furent contraints au travail forcé. Double avantage pour les curetons : ils gagnaient des fortunes avec des terres qui ne leur avaient rien coûté, tout en ayant la possibilité de sodomiser tout à leur aise garçons et fillettes. La terre promise, en quelque sorte...

LUMUMBA ET L'INDEPENDANCE

Les 4 et 5 janvier 1959, à Léopoldville, le peuple est maître de la rue : des dizaines de milliers de manifestants tiennent tête aux forces de répression des autorités belges. Des renforts sont envoyés et les soldats congolais de la force publique tirent sur la foule à bout portant. L'émeute est matée, mais la Belgique prend peur et tout est mis en œuvre pour saboter une indépendance que l'on ne peut plus refuser. Un gouvernement congolais sera constitué à la hâte : président de la République : Joseph Kasu-Vubu, ancien séminariste, président de l'ABAKO (Association des Bakongo, ethnique originaire du Bas-Congo) ; Premier ministre : Patrice Lumumba, d'ethnie Batelela (originaire du Haut-Congo), employé des Postes, président de l'Association pour le personnel indigène de la province Orientale.

Le 30 juin 1960, Beaudoin, les fesses contractées par la trouille, se rend à Léopoldville et préside les fêtes de l'indépendance. Son discours, d'abord pompeux, se transforme peu à peu

en un éloge du colonialisme. Patrice Lumumba bondit à la tribune. Sa voix monte, incisive, frémissante, exaltée : « Ce que fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire... Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres... Qui oubliera les fusillades où périrent tant de nos frères, et les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient pas se soumettre à un régime d'injustice, d'opposition et d'exploitation. »

Une ovation gigantesque salua le violent discours de Lumumba. Beaudoin, le trou du cul à zéro, s'est réfugié avec ses ministres dans un salon, au premier étage.

Déjà, Lumumba éclipsait Kasu-Vubu. Tshombé, l'homme de l'Union Minière et de la TANKS (Tanganyika Concessions, société britannique qui dispose de l'intérieur de l'Union Minière, d'un droit de vote représentant 20 % du capital social), et président de la CONOKAT (Confédération des Associations Tribales du Katanga), prenait ses distances.

Six jours plus tard, le grand bordel commençait.

DE JANSSENS A TSHOMBE

Le 6 juillet 1960, une semaine après l'indépendance, la Force Publique se mutine après une déclaration du commandant en chef, le lieutenant général Janssens, qui proclame : « Les soldats sont toujours des soldats et leurs officiers restent blancs. » La révolte s'étend. Les Européens, Janssens en tête, se réfugient à Brazzaville.

Le 11 juillet, Tshombé érige sa province en Etat et proclame l'indépendance du Katanga.

Le 14 juillet, l'O.N.U. intervient au Congo.

Le 5 septembre, Kasu-Vubu révoque Lumumba. Le même jour, Lumumba révoque Kasu-Vubu et se proclame chef de l'Etat. Le 14, le colonel Mobutu, chef d'état-major de l'armée congolaise, s'empare du pouvoir pour le confier à un « collège d'étudiants ». Le 2 décembre, Patrice Lumumba est arrêté. Il sera exécuté, sur ordre de Tshombé, le 17 janvier 1961.

La rébellion s'organise. Le 15 juin 1963, Tshombé-le-puant se réfugie à Madrid. Le 26 juin 1964, il retourne au Congo, appuyé par les impérialistes belges et américains et tente de former un « gouvernement d'union nationale ». Mais rien ne va plus, les jeux sont faits.

LA VIOLENCE ET LA LIBERTE

Pour les Congolais, Lumumba mort est devenu le symbole même de la liberté. Ses partisans s'organisent. Ses anciens collaborateurs dirigent la rébellion : Pierre Mulele dans le Kouilou, Gaston Soumialot dans le Kivu. Un Comité National de Libération (C.N.L.), fondé en octobre 1963, siège à Brazzaville et regroupe une bonne partie de l'opposition lumumbiste. Les rebelles contrôlent actuellement plus des deux tiers du territoire congolais. Les villes sont prises, perdues, reprises, dans une étrange danse dominée par la haine, la violence et la mort.

Depuis quatre années, des hommes luttent, sans toujours bien le comprendre, pour que cesse le règne des trusts colonialistes et de leurs valets.

Ce déferlement de violence qui déchire le Congo, c'est, peut-être, le premier véritable combat pour une Afrique libérée, ENFIN, du colonialisme...

(1) Hélène Tournaire et Robert Bou-teaud dans leur remarquable « Livre Noir du Congo ».

● AFRIQUE DU SUD

A Johannesburg, un clerc d'avocat de 32 ans, Suliman Saloojee, que la police détenait préventivement, en accord avec la loi permettant de séquestrer tout suspect pendant 90 jours, s'est suicidé au cours d'un interrogatoire en se jetant du septième étage. (Freedom).

● ALLEMAGNE ORIENTALE

Les objecteurs de conscience auront désormais la possibilité d'effectuer un service civil de durée égale à celle du service armé. C'est la première fois qu'un pays communiste reconnaît officiellement l'objection de conscience.

● ARGENTINE

Un juge fédéral de Buenos Aires a ordonné la détention préventive de 119 militants de « La Confederación Argentina del Trabajo » (C.G.T.). Ils seront inculpés « d'atteinte au droit de propriété privée ».

● BOLIVIE

Après une série de chocs violents entre les ouvriers de l'industrie pétrolière et les forces de répression, six manifestants ont été tués et dix-sept blessés. Par solidarité avec leurs camarades, 6 000 ouvriers se sont déclarés en grève, pour protester contre les brutalités policières. Ces incidents eurent lieu à Amiri. D'autre part, à La Paz, la police fit usage de grenades lacrimogènes pour disperser une manifestation d'instituteurs. 23 000 enseignants demandaient que leurs salaires soient doublés. Ils perçoivent mensuellement une somme de 16 000 anciens francs.

● COLOMBIE

Alors qu'en « l'Athènes du Continent sud-américain » (selon l'expression de notre inefable général), le ministre pantin Guillermo León Valencia déclarait : « Mon gouvernement va créer la prospérité de notre pays », les forces aériennes colombiennes bombardaient et mitraillaient la région de Marquetalia où, depuis plusieurs années, continue d'exister une minuscule « république » de paysans révolutionnaires. Plus de 20 000 policiers, l'armée et l'infanterie de marine participèrent à l'assaut de la

Informations Internationales ● Informations Intern

Recueillies par les militants et les correspondants du Groupe de Liaisons Internationales

forteresse andine. La Mission Militaire nord-américaine en Colombie intervint dans ces opérations.

● COREE DU SUD

Des professeurs et des journalistes arrêtés en juillet dernier par la force de police « spéciale » ont été dépouillés de leurs vêtements et battus par les policiers avant d'être torturés.

● ESPAGNE

Les ouvriers métallurgistes de Madrid ont finalement obtenu une augmentation de leurs salaires de 20 %, à la suite de diverses actions, dont la menace de démission des 6 000 délégués du syndicat officiel.

— Stuart Christie et Francisco Carballo ont été condamnés respectivement à 20 et 25 ans de prison.

● GRANDE-BRETAGNE

Au congrès des Trade Unions une motion condamnant l'existence de bases pour sous-marins porteurs de fusées Polaris a été retirée de l'ordre du jour. Motif : éviter une polémique sur ce sujet à quelques semaines des élections. (Freedom).

— Dans plusieurs grandes villes, nombreuses manifestations contre les condamnations de Christie et Carballo.

● GUATEMALA

Le régime fasciste de Peralta Azurdia n'hésite pas à torturer les femmes : Fantima Rodríguez Padilla, Julieta Vides, Julieta Empié, Alicia Venzuela, Estela Marina Estrada, Concha Castro et Coralia Contreras ont été soumises à la torture, dans les prisons guatémaltèques.

● MEXIQUE

La projection publique de « Mourir à Madrid » fut interdite au Mexique. La responsable de cette mesure est une femme. Au Mexique, en effet, la censure des spectacles est exercée par

une seule personne, une femme déjà âgée, qui a d'ailleurs hérité cette charge à la mort de son père.

D'autre part, à Buenos Aires, et sous la pression de l'ambassade d'Espagne, les copies de ce film ont également été saisies.

● PEROU

Durant le mois de juin, les forces combinées de l'armée et de la police ont abattu plus de dix paysans et blessés cinquante autres. Plusieurs dizaines de militants du « Frente de Liberación Nacional » ont été arrêtés.

● URUGUAY

A la suite de la dernière conférence de l'Organisation des Etats américains le gouvernement de Montevideo vient de rompre les relations diplomatiques avec Cuba. A l'annonce de cette décision les étudiants et certains syndicats ouvriers organisèrent de nombreuses manifestations devant plusieurs bâtiments officiels et l'ambassade des U.S.A.

● U.S.A.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, l'I.W.W. a organisé une grève dans le Michigan, parmi les ramasseurs de fruits. Les ouvriers agricoles saisonniers sont parmi les plus exploités aux Etats-Unis et les syndicats traditionnels s'intéressent peu à leur sort. (The Rebel Worker).

— L'U.A.W. (United Automobile Workers), présidée par Walter Reuther, a signé au début du mois une nouvelle convention collective avec la firme Chrysler. L'accord porte principalement sur la diminution du temps de travail : augmentation du nombre de jours de vacance, avancement de l'âge de la retraite. Quelques jours plus tard un accord similaire était signé avec Ford. De nombreux commentateurs estiment que ni les dirigeants patronaux ni les responsables syndicaux ne voulaient courir le risque d'une grève pour ne pas

gêner la campagne électorale de Johnson. Apparemment les administrateurs de General Motors n'obéissent pas aux mêmes mobiles puisqu'ils n'ont pas reculé devant la menace d'un arrêt de travail au moment de la sortie des nouveaux modèles.

— En Géorgie, deux membres du Ku-Klux-Klan accusés de l'assassinat d'un officier de réserve noir, le lieutenant-colonel Lemuel Penn, ont été déclarés non coupables par un jury composé uniquement de Blancs. Au cours du procès la sœur d'un des accusés s'était écriée : « Quand Dieu est de votre côté, les hommes ne peuvent vous condamner. » (Freedom).

— Reprenant le nom de « Wobblies » (donné aux militants de l'I.W.W. avant la première guerre mondiale) une section d'étudiants syndicalistes révolutionnaires s'est implantée à l'Université Roosevelt de Chicago. Exclue de l'Université pour avoir organisé une conférence au cours de laquelle un drapeau américain a été brûlé, les Wobblies ont été réintégrés sous la pression de nombreux étudiants et d'une partie des professeurs. (Roosevelt Torch)

● VENEZUELA

Helios et Jesus del Rio Canales ont finalement été relâchés (voir M. L. de septembre). Cependant, ce dernier n'étant plus considéré comme citoyen vénézuélien n'a plus la possibilité de trouver du travail. Le conseil national de S.I.A. au Venezuela demande que des protestations soient envoyées au Président Leoni et au ministre de l'Intérieur à Caracas.

IL FAUT LIRE

ET FAIRE LIRE

LE MONDE libertaire

AU FIL DE L'EAU !

PRESSES autour de la table, les gars, le visage attentif, écoutent le secrétaire général. Les évidences qui tombent de ses lèvres ne sont pas d'une complète inutilité, car elles permettent au militant d'ordonner les problèmes qui le sollicitent. Tout à l'heure, à son tour, celui-ci lèvera le doigt. Dans le fatras, qu'il vient d'écouter sagement, il choisira l'élément essentiel à sa propagande particulière et ignorera résolument le reste discourt longuement, écoute d'une oreille distraite, par ceux pour qui l'élément essentiel se situe à un autre niveau, sur un autre plan, dans une direction différente ! Scènes de la vie syndicale qui attend encore son Balzac !

Ce scénario, il déroule sa trame sans mystère dans les salles obscures des Bourses du Travail sous l'œil ironique de Jouhaux collé au mur par la vénération et les chiasmes de mouches. Ce scénario, comme vous, je viens de le vivre à bord de l'épave du mouvement syndical autour de laquelle s'agglutinent les mousses et les plantes parasites qui le poissent et qui pour un temps lui permettent de glisser au fil de l'eau.

Le mien de secrétaire général nous a remarquablement exposé ce que nous savions d'une situation qui est dominée par la traditionnelle rentrée d'octobre. Il a souligné les méfaits de la politique de blocage des salaires. Il s'est élevé contre la réduction des heures de travail. Il a stigmatisé les licenciements. Il nous a mis en garde et il s'est félicité d'avoir prévu que... et il nous prédit... ce que tous nous pensons qu'il va nous arriver. En un mot, il a su trouver les mots qu'il fallait pour nous permettre de voir avec des lunettes ce que chacun de nous voyait très bien sans ! Enfin, il nous a informés que la réaction de notre organisation avait été à l'échelle des dangers qui obscurcissent l'horizon et qu'en rentrant chez nous, nous trouverions dans notre boîte aux lettres le texte de la protesta-

tion que tous nous élevons solennellement contre des Pouvoirs publics qui semblent n'attacher aux cinq lettres de notre organisation qu'une importance tout digestive.

Et puis, nous nous sommes mis au travail et sur la proposition de notre secrétaire général, nous avons décidé, à l'unanimité, je dis bien à l'unanimité de publier une deuxième protestation qu'éventuellement on pourra trouver dans notre boîte aux lettres ou accrochée dans les chiottes de la maîtrise des entreprises de notre région et comme le grand air respiré en vacances nous avait donné « la forme », nous avons décidé de consulter nos syndicats sur l'opportunité éventuelle d'un tract.

J'ai, avec la minorité, approuvé par mon silence les solutions « viriles » qu'on nous proposait. J'ai approuvé parce qu'en vérité il n'y avait pas autre chose à faire ce que proposait la majorité pressée autour du secrétaire général.

Mon secrétaire général a raison ! Lui est réaliste et il se garde bien de donner dans l'utopie dont vous et moi nous nous gargarisons. C'est d'ailleurs parce qu'il est réaliste qu'il s'est bien gardé de nous faire des confidences sur les résultats pratiques qu'il attendait de « la lutte sévère » que nous venions d'engager contre nos exploités et c'est parce que je suis réaliste, moi aussi, à ma manière, que je me suis bien gardé de proposer des solutions que mon secrétaire général aurait certainement accueillies avec un sourire entendu qui en aurait dit long sur mon incroyable naïveté. Pourtant ici, loin des litanies et des oraisons qui se succèdent autour des tapis verts de l'organisation syndicale et bien sûr privé de cette inspiration féconde que les responsables syndicaux découvrent aujourd'hui « après leurs patrons » dans les « déjeuners d'affaires », je voudrais esquisser quelques traits de ce que j'aurais dit si j'en avais éprouvé le besoin.

Les solutions inefficaces et ridicules que propose notre secrétaire général sont les seules possibles car notre organisation n'est pas en état de soutenir une lutte sérieuse contre le patronat et l'Etat et proposer cette lutte est pure démagogie.

Cette paralysie de l'organisation ne relève pas simplement d'un changement dans l'appareil ou dans les mots d'ordre de luttes, mais dans l'état d'esprit non seulement des syndiqués mais de la classe ouvrière et si dans mon organisation le secrétaire général était remplacé par les minoritaires, l'organisation resterait ce qu'elle est et les meilleures méthodes de luttes viendraient mourir sur le but, telle une boule lancée par des mains débiles.

Devant l'attaque concertée du patronat et de l'Etat contre nos conditions d'existence et devant l'inefficacité de l'outil dont nous disposons une solution s'impose à tout esprit réaliste et qui refuse de se payer de mots. Il faut examiner sérieusement le mal dont souffre l'organisation et qui est le fruit d'une lente et continue désagrégation du mouvement ouvrier qui a inversé l'ordre des facteurs et qui a remplacé les méthodes éducatives qui devaient, suivant Fernand Peloutier, amener le monde du travail à une conscience de ses intérêts, par des méthodes de facilité qui consistent, suivant les formules chères aux politiciens qui pourrissent les syndicats, à « aller au peuple », c'est-à-dire à acquiescer aux solutions démagogiques et inefficaces qui séduisent le peuple par leur facilité.

Pour rendre à l'organisation son efficacité, il faut lui rendre son contenu. Il importe moins aujourd'hui de se servir de l'outil émoussé qui rabote dans le beurre que de le réaffûter, il importe moins de se servir actuellement de l'organisation que de la reconstituer. Et il n'est pas de problème plus urgent et plus réaliste que de le faire avant toute chose.

La reconstitution de l'organisation syndicale est essentiellement la tâche des militants. Ils doivent être dirigés vers ce travail vital pour le mouvement ouvrier. Par conséquent, il importe de libérer ces militants de toutes obligations accessoires. Il faut les mettre en demeure de quitter les grasses sinécures (1) qu'ils occupent dans les allées du pouvoir, dans les commissions de tout ordre, dans les organismes de gestions paritaires pour se consacrer à l'éducation et la formation des syndiqués. Un travail continu de cet ordre qu'on pourrait appeler par exemple « promotion du centenaire de la Première Internationale » aurait l'avantage de leur permettre de relire leurs classiques.

Cette transformation du travail syndical aurait en outre l'immense avantage de singulariser notre organisation, de lui donner un caractère original et de justifier le choix que font en sa faveur les militants qui y adhèrent.

Mais je m'aperçois que je suis en pleine utopie. Mon secrétaire général, qui lui, est réaliste, a les pieds sur terre, et « à qui on ne la fait pas », pense que pour enlever des adhérents aux organisations rivales, il est bon de faire exactement ce qu'elles font; que pour encadrer un monde du travail mal débarrassé de la morale de la classe qui l'exploite, il est suffisant de laisser un secrétaire confédéral siéger au conseil économique comme représentant du gouvernement et que pour faire reculer les attaques contre les salaires, un communiqué énergique s'impose.

Dans notre organisation, notre secrétaire général passe pour un garçon sérieux. Les voilà bien les préjugés à réformer !

Maurice JOYEUX.

(1) Il serait possible, si l'on veut, de porter chiffres, bien que je ne pense pas que les intéressés le désirent.

Conférence économique et syndicale

Samedi 14 novembre, dans une salle dont l'adresse sera communiquée dans le prochain « Monde libertaire » ainsi que l'heure d'ouverture, se tiendra une conférence économique et syndicale organisée par la Fédération anarchiste.

Elle est ouverte à tous les membres de l'organisation, aux groupements anarchistes amis et aux militants anarcho-syndicalistes qui en feront la demande.

Un rapport introductif sera envoyé aux groupes et aux individualités qui le désireront.

Pour tous renseignements, s'adresser au camarade Maurice Joyeux.

Est-il vrai ?

Est-il vrai que Roger Louet soit nommé au Conseil économique sur la liste proposée par le gouvernement pour représenter les intérêts de l'administration de l'Etat ?

Est-il vrai que cette nomination faite sans consultation de l'organisation syndicale lui fut imposée par l'entourage de Pompidou ?

Est-il vrai que l'organisation, d'abord réticente dut s'incliner devant la menace brandie par R. Louet de quitter l'organisation plutôt que d'abandonner son « job » au Conseil économique ?

Nous supposons que tout cela est faux et dès maintenant nous réservons une place pour publier dans notre journal le démenti qui s'impose et que la C. G.T.-F.O. ou le camarade Louet vont nous faire parvenir.

NÉ SOUS LE SIGNE DE ZÉRO

Après avoir, comme son maître, « bouffé du Boche » pendant cinq ans, Gilbert Grandval obtint après la guerre, des sinécures nourrissant bien. Comme aut commissaire en Sarre et Ambassadeur au Maroc, son excellence donna la mesure de ses capacités. Hélas, les gens sont méchants et n'apprécient pas les services prêtés. Notre Grandval, gaulliste de gauche convaincu, ne quitta la touche qu'après le retour de son empereur. Celui-ci, désireux de ne plus l'apercevoir dans son antichambre, le parachuta à la Marine marchande où les ennuis ne tardèrent pas à le rejoindre; voulant « faire quelque chose », il tenta d'imposer aux marins-pêcheurs des embarcations pneumatiques de sauvetage que ceux-ci refusèrent systématiquement en arguant que, seuls, les fabricants (et peut-être leurs amis) pouvaient être intéressés par une telle camelote.

Un remaniement de cabinet le propulsa au ministère du Travail; là, on allait voir un peu. La mutualité subit les assauts répétés du drôle, tint bon et finalement sortit, grâce à se fermée, à peu près indemne de l'affaire.

Il fallait au ministre un autre dada, il décréta bientôt que la Sécurité sociale était déficitaire, etc., etc. (air connu). Il allait pondre quelques projets bien de chez lui lorsque des indiscrets s'avisèrent qu'entre ses deux carrières publiques, Grandval avait travaillé dans le privé. En tant que président-directeur général des machines à coudre Cornély, il eut à connaître à l'époque un trou de 80 millions de dettes envers la Sécurité sociale. Monsieur le Ministre n'a pas de chance, il est né sous une mauvaise étoile. En attendant, il se tait sur cette affaire. En attendant seulement, car pour le tirer de ce mauvais pas, revenant de son long voyage dans les terres australes, Zorro va arriver hé-hé.

Jean DARLON.

En carte les artistes

UN Conseil des ministres du 9 septembre a pris une décision « positive ». C'est du moins ce qu'affirme la presse bourgeoise d'information.

Le Gouvernement a décidé l'extension de la Sécurité sociale aux artistes peintres, graveurs et sculpteurs. A vrai dire, ce n'était pas une surprise pour nous. Depuis longtemps on parlait d'un tel projet. Mais les informations les plus sérieuses ne perçurent que dans Le Monde du 4 septembre.

Le projet, préparé par les services de la création artistique du ministère des Affaires culturelles (MALRAUX), avait déjà été soumis au Conseil d'Etat; il doit maintenant l'être au Parlement.

L'une des difficultés a été de définir la notion d'artiste: « sera considérée comme artiste professionnel toute personne qui pourra prouver qu'elle consacre à cette profession sa principale activité et en tire plus de la moitié de ses ressources (51 %).

Les dossiers seront soumis à une commission, composée de représentants de l'Etat, des artistes et des marchands, qui décidera si les conditions sont ou non remplies.

Le ministre cite, sous toutes réserves, le chiffre de 2500 et 3000 personnes susceptibles de bénéficier de ce nouveau régime.

ERRATUM (de quelques réalités syndicales)

Dans mon dernier article, un mastic rend à peu près incompréhensible la quatrième phrase de mon article. Pour ceux qui auraient la curiosité de me relire, voici le texte exact :

« Cramponné à sa médiocre aisance, il jette un regard apeuré sur l'action qu'on lui propose, semblable en cela au possesseur d'un petit capital qui place sa fortune en fonds d'Etat ou à un parti politique para-

L'autre difficulté était de trouver l'équivalent de l'employeur qui prendrait à ses frais la cotisation patronale. Un accord a été conclu avec le comité professionnel des galeries d'art. Le syndicat des galeries d'art fournira donc chaque année le montant global de la part représentant la cotisation patronale. Cette fois, le ministère estime, sous toutes réserves, à 400 le nombre de ces « employeurs ».

Gageons que la formule va déplaire à bon nombre de marchands et que cette année encore, après deux années particulièrement noires, bien des galeries vont disparaître.

Mais dans toute cette affaire on n'a oublié qu'une chose : demander son avis à l'artiste.

L'artiste ? Qui s'en soucie ? Les bourgeois diront : « Il sera bien content de se faire soigner. » Mais on sera encore plus content d'empocher sa cotisation.

L'artiste était fier de son indépendance. Bientôt il ne sera plus qu'un numéro comme le salarié anonyme. On va immatriculer l'artiste.

Il y a peu, on a détruit le fichier « sanitaire » de la prostitution sous prétexte qu'il portait atteinte à la dignité humaine. Avec le fichier des artistes, on raffine.

J.-L. GERARD.

lysé par la crainte de voir supprimer son journal ou fermer son siège. Il faut le dire nettement, le monde ouvrier statique choisit pour le représenter des dirigeants de tout repos dont l'action ne risque pas de remettre en question l'acquit et pour lesquels le coussin de velours a remplacé la barricade ».

M.-J.

Le directeur de la publication, Maurice Laisant.

Imprimerie Centrale du Croissant 19. rue du Croissant - Paris (2^e)

● AGNÈS VARDA

"Salut les Cubains"

● PAULE DELSOL

"La Dérive"

Deux films qui passent ensemble. Deux films de femme aussi. Agnès Varda n'en est pas à son coup d'essai. Déjà « Cléo de 5 à 7 » nous avait révélé un don plutôt sûr.

« Salut les Cubains » est un court métrage sur Cuba qui n'a pas été tourné à Cuba.

Agnès Varda a été à Cuba et elle a aimé le pays. Elle l'a aimé passionnément. Elle a aimé les gens, elle a aimé la nature de l'île, elle a tout aimé en quelque sorte. Elle en a ramené des photos. Et ces photos ont été animées ici, à Paris, sur des rythmes de cha cha cha. Ces images inanimées sont parfois plus rapides, plus mobiles, plus mouvantes que n'importe quel plan de film classique. Le film est partisan. Le parti pris y est évident. Mais après tout, Agnès Varda a le droit d'avoir son opinion sur la question — ce qui est tout de même mieux que de ne pas en avoir du tout — et cette prise de position est si nette, que même d'accord ou pas d'accord avec elle — je suis d'accord — on ne peut se laisser abuser. La seule qualité du film suffit.

Cette qualité, si évidente, nuit peut-être à l'autre volet du programme : « La dérive », de Paule Delsol.

« La dérive » est un film qui m'a plu, sans conteste. Mais il s'agit là, je crois d'un film très inégal. A qui la faute ?

Celle du thème ? L'histoire banale d'une fille qui en a assez de la médiocrité et qui se laisse aller à coucher avec pas mal de types pour tenter d'échapper à sa condition, serait certainement devenue un chef-d'œuvre dans les mains de Truffaut.

Le montage ? La course finale sur la plage me semble trop longue, d'autant plus longue qu'elle ne s'imposait pas de cette manière et aurait certainement pris un relief plus sûr avec une bonne (meilleure) utilisation de la caméra.

Ou un manque de mobilité de cette caméra ? On a l'impression parfois, grâce à cette mobilité dont l'emploi trop rare, ne fait que souligner le manque à d'autres instants, de percevoir une très nette influence de Chris Marker. Et, après une telle influence, un défaut de montage est désastreux.

Ou Jacqueline Vandal ? Non plus. Quelques fautes ne peuvent annuler l'excellente qualité de son jeu pendant le reste du film. (Je pense à l'une des dernières séquences où elle dit à celui qui l'entretient qu'elle n'est pas à vendre. Cette phrase a sonné faux,

à mes oreilles du moins, et a saboté toute cette scène de rupture.)

Non. Il faudrait plutôt chercher la clef dans l'ensemble de ces petits défauts. Un petit peu de chaque, voilà. En un mot, c'est plus un manque de finition que toute autre chose, qui fait que ce film paraît imparfait.

Un bon conseil, en tout cas : allez voir le film. Et surtout, n'oubliez pas ces deux noms : Paule Delsol, Jacqueline Vandal. On en reparlera, soyez-en sûrs.

Hervé R. MASSON.

La Censure et le Cinéma

NOUS avons toujours signalé les scandaleuses mutilations et les interdictions que l'on faisait subir aux films. De « Viridiana » au « Bossu de Rome », en passant par « Cuba si », « Les Statues meurent aussi », « Le Silence », « Spartacus », « Les Sentiers de la Gloire », « Octobre à Paris », tout le cinéma parallèle français, la liste des interdits et des coupures s'allonge.

Non contents de saboter les films, les censeurs s'attaquent maintenant aux livres sur le cinéma.

« Le Sadisme au Cinéma » (éditions du Terrain Vague) vient ainsi d'être frappé par des mesures qui entravent toute publicité et empêchent le public de connaître l'existence de ce livre.

Le titre de l'ouvrage pourrait faire croire qu'il s'agit d'une tentative commerciale visant à reproduire des photos plus ou moins déshabillées ! Il n'en est rien. Au contraire, l'ouvrage est une étude très sérieuse sur un des aspects majeurs du cinéma : la violence. Comment peut-on oser s'attaquer à un tel livre, alors que l'on peut voir chaque jour la glorification du meurtre légal, de la guerre, de l'assassinat officiel : « La Bataille de France », film de montage dans lequel un commentaire de Cécil St-Laurent apprend aux jeunes générations qui n'ont pas connu « Nuit et Brouillard » combien les géants blonds du troisième Reich avait belle allure dans leurs uniformes virils. « Baïonnette au canon », film espagnol glorifiant les armées de Franco opposées aux révolutionnaires de 36. (Le peu de publicité faite à ce dernier film explique que les organisations révolutionnaires et celles dites de gauche ne se soient pas emparés de la copie de ce film abject pour l'allr brûler en place de grève...)

Ainsi donc, quand chaque jour les sentiments les plus bas et les plus odieux comme la guerre, le patriotisme, etc., sont glorifiés sur les écrans, on entrave la carrière d'un livre qui étudie le phénomène de la violence au cinéma, phénomène qu'il est impossible de nier.

Nous nous associons donc pleinement à tous les intellectuels et cinéastes qui ont rédigé une protestation contre cette mesure qui est une atteinte à la liberté d'expression.

J. ROLLIN.

THÉÂTRE

Flamme et Cendre⁽¹⁾ au Théâtre en Rond

Si une belle écriture et des pensées élevées, suffisaient à faire une pièce, que pourrait-on demander à celle que vient de créer le Théâtre en Rond.

Malheureusement l'art scénique exige aussi — et peut-être avant tout — que les personnages aient vie et que l'action soit tout à la fois attachante et vraisemblable (même si ce n'est qu'une vraisemblance théâtrale).

Or, en bien des points nous devons faire effort pour y croire, et les personnages emportés ou animant cette action apparaissent moins comme des êtres pétris de chair, ou même comme des symboles, que comme les porteparole des pensées de l'auteur.

Le thème fort à la mode est en vérité éternel : c'est celui du conflit de l'homme et de la société, le duel entre l'individu et les systèmes (on dit aujourd'hui les partis).

D'« Antigone » aux « Mains Sales » combien d'auteurs ont traité la révolte de l'Unique, qui refuse d'être un rouage et prétend savoir pourquoi il vit et même pourquoi il meurt.

Le thème n'en est pas usé et risque fort de ne l'être jamais, du moins tant que l'Homme ne sera pas réduit à un robot, ou tant que les sociétés

s'arrogeront le droit de disposer de l'Homme.

Ici vient se greffer sur ce motif qui suffisait à la pièce une histoire de famille qui fait osciller l'œuvre entre la tragédie et le mélodrame, histoire de famille qui n'apporte rien, pas même un « suspense », ne fait que rendre les personnages plus indécis, et noie les cris d'humanité qui jaillissent çà et là par la bouche du héros.

Ce qu'il manque peut-être aussi à cette fresque c'est celui qui croit encore en l'homme. Le plus clairvoyant, celui dont l'auteur semble s'être fait un miroir, après avoir crié le vide des déclamations, après avoir invité tous les parlementaires pour seul discours, à aller brûler leurs titres sur la place publique, nous crie son mépris de l'être humain et son manque de foi dans l'avenir.

La distribution, que Jean Davy domine de loin, est assez inégale.

Signalons la sensibilité de Mme Jandeline dans un rôle arbitraire et équivoque dont elle se tire à son honneur et l'interprétation de Christian Bagot dans une silhouette classique de politicien.

M. L.

DISQUE

CLAUDE NOUGARO

25 cm Philips Standard n° B 76 570 R.

On ne nous présente pas Claude Nougaro. Pas à nous en tout cas. Son dernier disque vient de sortir et déjà plusieurs titres sont des succès cotés au hit-parade.

Qui ne connaît cette chanson « Je suis sous... » ? dont les paroles forment à elles seules un petit chef-d'œuvre et dont les jeux de mots ne tombent jamais dans la bêtise ou la platitude. « Je suis sous » et « je suis saoul » : il y avait là matière à bonne chanson et matière à navet... Et voilà... Le texte est extraordinaire. Claude a gagné.

Comment oublier « mon assassin » ? Comment rester insensible à ce drame de devenir vieux ?

Et puis : « Il y avait une ville ». C'est une chanson qui suffoque. Ces quelques vers ne sont-ils pas infiniment plus puissants que toutes les affiches que nous avons pu voir contre la bombe atomique ? Ne sont-ils pas plus convaincants, plus vrais, plus plongés dans une réalité de chaque jour, dépouillée de millicuries et de roentgens ?

VARIÉTÉS

AU CAVEAU DE LA REPUBLIQUE

Mary Marquet dit des « chansons de Georges Brassens, c'est prodigieux ! c'est un régal. Avec son grand talent, elle donne à la poésie de Brassens une dimension, une densité extraordinaires.

Il faut aller l'écouter. Cela fait honneur à Daniel Mussy qui programme le Caveau.

Par ailleurs, un excellent programme « Caveau » avec de savoureuses trouvailles accompagnées par notre amie Fernande Pelot. L'humour, l'esprit, le rire sont bien servis.

On termine par Francis Lemarque, ses belles chansons, sa poésie, sa présence et c'est tout dire.

Vraiment le Caveau gâte ses spectateurs.

Suzy CHEVET.

ADRESSE AUX ÉTUDIANTS PARISIENS

Le pauvre n'a pas de patrie

« Nous avons entendu le chaleureux appel que vous avez adressé à vos frères d'Italie et d'Allemagne. Nos cœurs ont tressailli d'allégresse. On nous disait qu'elle était morte, cette brillante jeunesse des Ecoles, toujours prête à revendiquer les droits de la justice. Non ! elle n'est pas morte, plus ardente que jamais, elle marche dans les voies de la Révolution.

Vous, qui au milieu de l'aveugle entraînement qui pousse les gouvernements à faire s'ent'égorgner les peuples, avez eu le courage de faire entendre une parole de paix et de concorde, nous vous disons :

— Oui, comme vous, nous maudissons la guerre, car c'est nous qui en portons tout le fardeau, c'est nous qui la payons, c'est nous que le canon broie par milliers sur les champs de bataille.

L'humanité a assez souffert. Trop longtemps, elle a été courbée sous le joug abrutissant de la force et il est grand temps que chassant de son cœur et de son cerveau toute superstition, elle se redresse et réclame justice.

Jeunes hommes, qui comme nous, gagnez votre vie, vous savez que de rudes travaux nous coûtent notre misérable pain !

... Eh bien ! vous qui êtes jeunes, vous dont l'âge n'a pas encore refroidi les nobles aspirations, vous enfin, l'espoir de l'avenir, du fond de notre misère, nous vous disons : venez au milieu de nous, venez serrez nos mains durcies par le travail, venez cimenter notre alliance. Vous nous enseignerez la science, nous vous apprendrons les mystères du travail. Nous nous connaissons mieux, nous nous aimons davantage.

Le pauvre n'a pas de patrie ; par tous pays il endure les mêmes maux ; aussi il comprend que les barrières, dans lesquelles les puissants auraient parqué les peuples pour mieux les asservir, doivent tomber. C'est lui, lui surtout, ô jeunes gens ! qui réalisera le rêve du doux anarchiste Cloods ; l'orateur du genre humain, c'est lui qui créera la grande fédération des peuples. Venez, venez donc nous aider

Le problème pris par en bas, par celui qui, tout simplement, aime. Et voilà tout l'amour du monde arraché, transformé en mort et en destruction.

C'est de disques comme celui-ci qu'une prise de conscience jaillit spontanément, que l'on apprend à aimer la poésie. La raison ? Mais simplement que la poésie est là, partout. Claude Nougaro nous en offre royalement sa part.

H.-R. M.

LE FILS A SON PÈRE

S'il avait chanté dans les cours, il aurait reçu moins de pièces de cinquante centimes que de seaux d'eau.

Par bonheur lorsqu'on est dépourvu de voix et du moindre talent, on peut cependant devenir chanteur et vedette mondiale, pour peu que l'on ait eut avant soit un père pour amasser quelques milliards.

Tel est le cas du jeune Alamo, dont le dextre vengeur pointé sur le public et l'accompagnement d'une demi douzaine de donzelles qui dodelinent bêtement de la tête est la marque indéniable du génie.

En vérité ce scandale artistique est aussi un scandale social.

RAUCIME.

Pour en finir avec la mafia du jazz

DANS la luxueuse revue Jazz Hot de Septembre, le révolutionnaire Siné (encore un pseudonyme) s'acharne à sa manière sur notre collaborateur Jean Claude. Le co-secrétaire de rédaction de Révolution qui mange aussi au ratelier de Lui après divers passages à l'Express, à La Voie Communiste, à Révolution Africaine et ailleurs, nous fait le grand honneur de juger notre article « complètement inintéressant ».

A Jazz Magazine, on est plus prudent, on préfère le silence. C'est tellement plus simple et surtout quelle meilleure façon d'informer le lecteur !

Mais les gens de la mafia n'ont pas seuls le privilège du silence. Ils ont des complices partout. Ainsi, nous faisons état, dans le précédent numéro, de quelques encouragements. Hélas, ces encouragements sont restés à usage interne. Venant de journalistes disposant de tribunes aussi diverses que Combat, Midi Libre, Minute, Les Nouvelles Littéraires, le Bulletin du Hot Club de France, nous étions en droit d'espérer mieux que le plus complet silence. Dans ces conditions, nous n'avons que faire de compliments flatteurs prodigués par lettres.

D'autres complices se démasquent, qui, eux au moins, ne se donnent pas la peine de déguiser leur pensée : Jacques Kergoat, de France Observateur ; l'équipe de Jazz, de Marseille ; Alain Guerin, de l'Humanité, dont la signature déborde ce mois-ci jusqu'à Jazz Magazine.

Le monde du jazz ? Un beau panier de crabes !

DEUX TENTATIVES POUR EN SORTIR

Devant la désolante situation de la presse artistique, certains ont voulu — et d'autres (dont nous sommes) veulent encore — réagir. Ils se heurtent à un obstacle de poids : le financement. Les pre-

miers ont échoué, les seconds, à leur tour, tentent l'expérience.

1. — Art. Snob. Revue satirique de l'art contemporain.

Nous en connaissons quatre numéros : le premier daté de Novembre 1962, le dernier de Juillet 1963.

Nous avons été parmi les seuls à signaler son existence (à deux reprises, en mai et en juin 1963).

Ce n'était pas un hasard si la couverture du N° 2 était un pastiche de la couverture du premier numéro de La Galerie des Arts paru lui aussi en Novembre 1962 et représentant « l'Odalisque couchée » de M. Ingres.

Laissons la parole aux animateurs :

« Pour la première fois une équipe d'amis de l'art lance une revue qui s'attaque à la racine du mal, le mal du siècle : le snobisme. Elle use d'une arme efficace auprès du public cultivé : le ridicule, et du seul ton toléré : l'ironie ».

Malheureusement, il faut croire que le public « cultivé » (?) n'a pas répondu. Art snob n'a pas dépassé le numéro 4.

2. — L'Opposition artistique. N° 1, Juin 1964.

Le 29 Juin, aux Horticulteurs, avait lieu le premier débat public de l'Opposition Artistique. Quelques jours auparavant, était sorti le premier numéro : simple feuille recto-verso du format du Monde Libertaire. Des exemplaires avaient été collés partout où fleurissent habituellement nos affiches. Sous la double direction de Claude Laloum et de Suzanne Bernard, le journal se proposait de paraître d'abord bimestriellement sur 4 pages.

« Porte-parole de l'opposition artistique française contemporaine, ce journal sera aussi le centre de liaison des différents mouvements de l'opposition artistique internationale. Des camarades artistes de tous pays exprimeront ici leurs conditions de vie et de travail et y trouveront un appui solidaire à la défense de leurs revendications ».

L'opposition artistique ouvre également une large tribune à la voix des travailleurs, des intellectuels, des étudiants, à tous ceux dont les appels et les témoignages doivent être entendus ».

Il précisait aussi ses « caractères et objectifs » :

— « Dénoncer et combattre les scandales actuels, ainsi que toute manifestation nuisible à la défense des droits des artistes. Tout artiste (ou groupe d'artistes) se trouvant contraint à une condition d'exploitation par un organisme officiel ou privé, pourra en référer au journal pour la dénonciation publique de sa situation et la défense de ses droits ».

— Constituer un bureau de travail chargé d'étudier la situation sociale, politique, économique des artistes de toutes corporations — tant en France qu'à l'étranger — et publier les divers documents et témoignages s'y rapportant.

— Confier aux artistes eux-mêmes le soin d'analyser et de juger les manifestations les plus marquantes de l'activité artistique et culturelle.

— Prendre ouvertement position vis-à-vis de certains événements nationaux de la vie politique, sociale et culturelle.

— Soutenir et renforcer les revendications des travailleurs, des intellectuels, des étudiants, de tous ceux qui mènent une lutte authentiquement révolutionnaire pour la transformation radicale de leurs conditions de vie et de travail ».

Le lendemain de la réunion, le 30 Juin, l'Humanité s'empressait de publier la mise au point suivante :

« Notre collaborateur Jean Rollin, critique d'art à l'Humanité, n'a rien de commun avec la personne du même nom qui s'affirme secrétaire général d'une feuille intitulée l'Opposition artistique ».

LES ARTISTES

Comme tous les gens qui font le même métier, les artistes, peintres, graveurs ou sculpteurs, ont depuis toujours plus ou moins essayé de s'unir. Pour faire face d'une part à la mafia de la presse dite artistique, d'autre part à celle (s) des marchands, ils ont été amenés à créer leur (s) propre (s) mafia (s). C'est ainsi qu'ils ont fondé des unions, des associations, des coopératives, des syndicats, des fédérations... Mais les efforts de ces groupuscules ont toujours été dispersés.

LE DEPLORABLE EXEMPLE DE LA BUTTE

Il y a environ un an, les autorités décidaient d'interdire aux peintres de vendre et d'exposer sur la Butte Montmartre.

D'abord pour préserver l'espace vital de chacun, ensuite pour mettre fin au racket des faux peintres.

Désormais l'exposition et la vente sont réservées aux galeries.

Résultats : — les quelques vrais peintres qui subsistaient ont déserté ;

— la mafia du portrait-minute au crayon ou au fusain a envahi la place. Allemands, Espagnols, Yougoslaves se disputent le touriste. Chaque clan se partage le terrain et gare à qui empiète ! C'est que le mètre carré vaut cher à Montmartre et les portraitistes se font de petites fortunes.

Cependant les vrais peintres qui habitent encore là-haut s'arrachent les cheveux. A l'étranger, on ne veut plus entendre parler. Ainsi, deux de nos amis ont été décommandés, l'un par Milan, l'autre par Munich.

DEUX TENTATIVES

Certains artistes ont préféré à la création d'une mafia anti-maffias une action directe désintéressée :

1. — Mai 1963 - Présence Figurative.

Désireux de « faire quelque chose », des peintres : Brachet, Corsi, Jolifié-Conin et Violard décidaient de grouper une trentaine de jeunes artistes de tendances figuratives et de les exposer en dehors du circuit commercial traditionnel. Spontanément quelques auteurs appuyèrent leur manifestation et, malgré les difficultés de tous ordres que soulevait une telle entreprise, l'exposition eut lieu, à Paris, du 10 mai au 15 juin 1963. Notre journal en a parlé en son temps. Malheureusement la grande presse et même la presse « artistique » (quelle dérision !) une fois de plus ont conservé un mutisme total.

Il n'y a pas eu cette année une nouvelle exposition pour les raisons que l'on devine.

Souhaitons qu'à l'avenir une vague de bonnes volontés ranime Présence Figurative.

Jean CLAUDE.

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux



RAVACHOL ET LES ANARCHISTES

par Jean MAITRON
(Julliard, éditeur)

Dans l'excellente collection « Archives », Jean Maitron nous livre quelques éléments de son savant et fructueux travail de dépouillement des archives qui concernent notre mouvement anarchiste. Son nouveau livre reprend des épisodes connus, qu'il éclaire de documents inédits. Ravachol, la bande Bonnot, Emile Henri font partie du folklore. Ici l'auteur s'emploie à éclairer le côté psychologique des hommes et réussit à nous les restituer plus vrais, ou plutôt autrement vrais qu'à travers la légende douteuse. Les Mémoires de Ravachol, l'explication qu'Emile Henri donne de ses actes au cours de son procès, les notes de Raymond la Science écrites à la Santé, nous font mieux comprendre ces hommes. Mais Maitron ne s'est pas borné à regarder à la loupe le terrorisme anarchiste et ceux qui — comme moi — sont un peu agacés de l'exploitation pas toujours saine qui est faite de l'histoire de notre mouvement s'en féliciteront. Maitron reconstitue autant qu'il se peut ce magnifique militant syndicaliste, apôtre de la grève générale, que fut Joseph Tortelier et je souhaite que le travail de l'historien contribue à remettre à sa vraie

place, une des toutes premières, ce militant anarchiste exemplaire. Enfin, dans un chapitre réservé à l'anarchosyndicalisme, l'auteur publie le discours de Monatte au Congrès anarchiste d'Amsterdam en 1907. Je veux dire très nettement que c'est un document important auquel nous pouvons nous reporter, mais je dirais aussi clairement que la vie d'un homme ne se juge pas sur un moment et que ce document n'excuse pas les erreurs du militant de 1921. L'œuvre de Maitron est une œuvre probe et honnête, mais enfin c'est une œuvre qui vient de l'extérieur et quelle que puisse être la sympathie que l'on ait pour lui, et l'intérêt qu'il porte à notre mouvement, un certain nombre des jugements (d'ailleurs peu nombreux, car en véritable historien il préfère laisser parler les textes) qu'il porte sur l'anarchie ou le syndicalisme révolutionnaire s'en ressentent et nous font regretter qu'une œuvre de la qualité de la sienne n'ait pas été construite par un anarchiste.

« L'ŒIL DE MOSCOU » A PARIS

par Jules Humbert Droz
(Julliard, éditeur)

Dans la collection « Archives » de chez Julliard, collection qu'on voudrait voir garder sa qualité, Droz publie un certain nombre de lettres envoyées ou reçues à l'époque où il

représentait l'International Communiste auprès de sa section française, au lendemain du Congrès de Tours. Ce livre est un document capital et il nous permet de voir les personnages qui livrèrent le mouvement ouvrier au Parti Communiste sous un éclairage cru. Frossard, Dunois, Ker, Treint, etc. Le livre nous permet aussi d'assister à leur liquidation lorsqu'à leur tour usés, le P.C. les rejetta sur la touche. Mais, et il faut le dire également, même si ça doit déplaire à certains, ce livre nous fait mieux comprendre la façon dont Rosmer et Monatte furent manœuvrés, le premier traînant le second à sa remorque et une fois de plus nous pouvons constater combien Pierre Besnard eut raison d'engager la lutte contre les hommes de la troisième internationale, lutte que l'attitude de certains syndicalistes révolutionnaires rendit sans issue.

LE CONGRES DE TOURS

par Annie Kriegel
(Julliard, éditeur)

Voici un troisième volume de la collection « Archives » qui publie les principales interventions qui eurent lieu au cours de ce congrès qui vit la scission des forces socialistes. Ce livre pour être bien compris doit être lu à la lumière des révélations faites par Droz de façon à bien comprendre comment une minorité manœuvrant des « centristes » comme Cachin, Frossard, Le Trocquer, etc., firent la scission. Moscou s'appuie sur les « gauchistes » comme Daniel Renoult, Vaillant-Couturier, Rosmer alors en Russie, qui par la suite seront, soit

liquidés, soit réduits à l'état de potiche au profit de jeunes militants formés directement en Russie et servilement aux ordres de Staline. Enfin, en annexe, l'éditeur publie les 21 conditions de Moscou et il est tout à fait réjouissant de constater comment le Parti Communiste qui en avait fait son cheval de bataille les a depuis fort négligées.

COLLECTIONS POPULAIRES

LA PIERRE ANGULAIRE, de Zoé Oldenbourg (L.P.). Dans le cadre d'un Moyen Age reconstitué avec minutie, l'auteur a tracé une histoire d'amour qui a juste ce qu'il faut de cruauté pour nous rappeler les contes de notre enfance.

LA GLOIRE DE MON PERE, de Marcel Pagnol (L.P.). Pagnol, homme mûr et académicien, a lâché le théâtre pour la prose. Il ne l'a certainement pas fait sans appréhension. Eh bien ! la réussite est parfaite et son livre de souvenirs d'enfance qui ne ressemble à aucun autre livre de souvenirs d'enfance est délicieux.

LA EEMME A ABATRE, d'Eastwood (L.P.). On ne raconte pas un roman policier. Il suffit de savoir que celui-ci peut être mis à côté des meilleurs « Peter Cheney » par son dynamisme et que son écriture peut le placer auprès de ceux de Mac Coy.

HISTOIRE DU CINEMA, par Maurice Bardèche et Robert Brasillach (L.P.). Ce livre lorsqu'on l'a dépouillé des commentaires, partisans qui l'émaille dont certains sont de caractère politique et d'autres relèvent des différentes maffias qui dévorent le cinéma, reste un ouvrage instructif et ce qu'il convient paraît-il d'appeler un art.

LA VOUVRE, de Marcel Aymé (L.P.). Une histoire paysanne comme en affectionne Marcel Aymé avec un rien d'irréel qui est la marque de l'auteur. Ici les filles sont jolies, les hommes un peu demeurés et la morale en perdition.

L'HOMME, de Jean Rostand (Idées). Ce livre de Rostand est une somme de ce que nous devons savoir sur nous-même, mais en même temps, c'est une mine inépuisable pour les anarchistes à la recherche de documentation pour étayer leurs convictions.

LE ROMAN FRANÇAIS DEPUIS LA GUERRE, par Maurice Nadeau (Idées). On peut discuter les jugements que porte Nadeau sur la littérature et les auteurs d'après-guerre et penser comme moi que Sortir romancier n'a produit que des navets. Pourtant ce livre est utile car c'est à partir de lui qu'on peut établir sur la littérature des jugements qui ne sont pas obligatoirement ceux de l'auteur.

HENRI FABRE

ou

à

propos d'un procès

par

Jean-Paul MICHEL



Brive, 11 mai, 11 heures.

Depuis le matin, assis à son bureau, calme et mélancolique, Fabre travaille, son visage est détendu et serein, son front large et volontaire, ses yeux d'un bleu très clair, toujours un peu rêveurs, un soupçon de moustache, une abondante chevelure qui, libérée de la maîtrise du coiffeur, recouvre le col mal boutonné de sa chemise.

Son état ?... journaliste !

Son âge ?... quatre-vingt-neuf ans !...

Depuis bientôt soixante-quinze années, libre et combattant, Henri Fabre, notre maître et notre ami à tous est sur la brèche :

— 1908 : fonde les Hommes du Jour » ;

— 1908 : prend l'initiative de la « Guerre Sociale », Gustave Hervé étant en prison ;

— 1909 : édite les « Portraits d'Hier » ;

— 1909 : édite « Les Hommes de la Révolution » de Victor Méric, rédac-

« Les dorures flétries et les pourpres fanées
et les crânes caducs luisants comme des billes
de billard et les trois hommes vermillonnés
de l'Accusation
perchés sur la tribune ainsi que des aras
du Jardin d'Acclimatation
et les roupies
de vingt karats
pendeloques
aux feux vifs
sous des loques
de vieux pifs
Et les huissiers en apparat
graves comme des pies
kleptomanes
très crânes
d'arborer à leur col quelque nickel volé
et les buissons très sombres des tribunes
du public. »

Victor BONNANS.
(« Les Hommes du Jour »).
1920

teur en chef des « Hommes du Jour » :

— 1916 : Le « Journal du Peuple » quotidien paraît jusqu'en 1922 ;

— 1918 : « La Corrèze républicaine ».

Entre temps, « Le Chat noir » et, à Lyon, une éphémère feuille libertaire, dont nous ne nous souvenons pas du titre.

Les heures glorieuses : suspensions, censure, amendes, expulsions, emprisonnements...

Oh ! Anastasie !

Depuis 1918, dans sa Corrèze natale, Henri Fabre maintient une feuille combattive et courageuse, libre et indépendante, journal qui serait appelé à la plus grande expansion, s'il n'était cloisonné dans un département.

C'est en effet un des rares journaux d'opinion de province.

En 1945, il fut condamné et traîné en justice pour « apologie de crimes de guerre », alors que notre cher camarade n'a jamais été autre chose qu'un pacifiste, un pacifiste sincère et pur, comme l'était Jaurès, son disciple martyr.

Depuis quelques minutes, sur la longue table de chêne clair de la salle de rédaction de « La Corrèze républicaine », au milieu des papiers et des notes, un petit papier bleu, 10x18, à l'allure louche d'un papier officiel, au haut de la feuille pliée en deux, une agrafe, une adresse anodine :

M. Henri Fabre
Avenue Jean-Jaurès
BRIVE

Cette feuille à marge pointillée, ce chiffon de papier funeste, vous l'avez reconnu :

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'Intérieur
Direction Générale
de la Sécurité Nationale

le mai 1964.

M. Fabre Henri est prié de bien vouloir se présenter à l'adresse suivante :

(cachet en rond, comme un
cul de poule)
Commissariat de Brive
Service de Sécurité

Le 12 mai à 10 heures

OBJET : Articles intitulés « La chambre des aveux spontanés » et

« La méthode des aveux spontanés », publiés dans « La Corrèze Républicaine » des 1^{er} et 14 mars 1964.

Signature :
Illisible.

(Prière de rapporter la présente convocation.)

Fabre n'a pas cillé, d'abord assez surpris, puis perplexe, il éclate soudain en une franche rigolade.

Cette histoire montée comme un canular le fait rire malgré lui. Il ne les prend même pas pour des salauds mais bien pour des pauvres types !

Les articles incriminés ?

Henri Fabre, en défenseur fidèle de la liberté individuelle et des droits de l'homme, en continuateur des grands principes de la Révolution, a protesté contre les mœurs policières en comparant leur triste besogne à la méthode de la chambre aux aveux spontanés de la III^e République...

« J'ai été passé deux fois à tabac, a-t-il déclaré un jour, je sais ce que c'est ! »

Mais à Brive, pas plus qu'ailleurs, on ne manque de bons poulets, et au grain ! qui, à la moindre alerte, se dressent sur leurs petits ergots et se mettent à caqueter à qui mieux mieux. C'est l'affolement dans la basse-cour !

Dans une citation ridicule où l'on reproche à notre ami (qui n'a cité personne et s'est uniquement servi de l'exemple d'une affaire de tentative de cambriolage dans laquelle était impliqué le gérant d'une salle de cinéma locale, pour honnir la haine et les brutalités policières) d'injurier les fonctionnaires, il est appelé au tribunal.

Il n'ira pas : maladie.

L'« affaire » est renvoyée.

Ladite citation (pour employer le jargon de Petit Jean) fait intervenir un tas de considérations stupides pour en arriver à conclure... « Attendu, que l'enquête dont s'agit a été effectuée par des officiers de la Police judiciaire de la 17^e Brigade de Limoges, que les propos ci-dessus spécifiés, étaient dirigés contre eux, en raison de leurs fonctions et porté atteinte également à l'honneur et à la considération du Corps de la Police judiciaire, ce qui constitue le délit de diffamation envers une administration publique et envers des fonctionnaires publics »...

Et de suivre les articles et la loi punissant tel crime !



Pensez donc !

Cette petite police chérie de papa se croit insultée, elle en pleurniche à vous en faire rester songeur ; « ...le vilain monsieur qui m'a fait pan-pan »...

Et tapez-vous-en sur les cuisses ! C'est le moment ou jamais !

Voilà donc cette ignominieuse bouffonnerie qui fait qu'un journaliste, qui pendant toute sa vie a défendu ce qu'il reste de libertés à la presse et à l'homme, qui pendant près de soixante-quinze ans d'activité a été l'honneur de la profession, est basement et lâchement entraîné dans les couloirs obscurs bénits par Sa Sainteté en « Mou » et bâton blanc... Amen, donc, et priez pour elle !

Terminons en reproduisant la lettre que son excellent ami Henri Jeanson envoya à H. Fabre, à la nouvelle de son inculpation :

« Mon cher Henri Fabre,

« Bravo, félicitations et affectueuses accolades !

« Je lis dans le « Journal du Dimanche » que M. Frey se déshonore une fois de plus en t'honorant de ses poursuites, « Police partout, justice nulle part », comme disait Victor Hugo !

« Si ce procès a lieu, comme nous l'espérons tous, fais-moi l'amitié de m'envoyer une citation... »

« La semaine où l'on acquitte un agent assassin, on poursuit un journaliste qui pendant plus de soixante ans nous rend fier de tenir une plume... C'est dans l'ordre... Dans l'ordre gaulliste !

« Mais quel certificat de jeunesse tu nous donnes là !

« Je t'embrasse.

« Ton Henri JEANSON. »

C'est donc dans l'air du temps, mais, si notre ami, malade et dernièrement accidenté (une côte cassée) se fait porter en civière pour monter les marches du palais, dit de « justice », dans la grande tradition du journalisme passé, pour la pensée libre, pour la liberté, comme il l'a toujours fait, comme il le fera toujours, Henri FABRE plaidera NON COUPABLE, et nous avec lui...

Sur ce NON COUPABLE, tous à la Barricade.

Nous mettrons les pieds dans le PLAT !

Classique de l'anarchie

ERRICO MALATESTA, L'OCCUPATION DES USINES

Les métallurgistes déclenchèrent le mouvement pour une question de salaires. Ce fut une grève d'un nouveau genre. Au lieu d'abandonner les usines, ils y restèrent sans travailler, tout en montant la garde pour empêcher les patrons d'appliquer le lock-out. Mais c'était en 1920 : l'Italie tout entière frémissait de fièvre révolutionnaire et très vite la chose changea de caractère. Les ouvriers pensèrent que le moment était venu de s'emparer définitivement des moyens de production. Ils s'armèrent pour se défendre, transformant beaucoup d'usines en véritables forteresses, et ils commencèrent à organiser la production pour leur propre

compte. Les patrons furent chassés ou déclarés en état d'arrestation.

C'était l'abolition de fait du droit de propriété ; la loi qui défend l'exploitation capitaliste, se trouvait violée. Et le gouvernement laissait faire, car il se sentait trop impuissant pour s'opposer : il le reconnut plus tard, en s'excusant devant le Parlement de n'avoir pas organisé la répression.

Le mouvement s'élargissait en tendant à englober les autres catégories : ça et là, les paysans occupaient les terres. C'était la révolution qui commençait et qui se développait d'une manière, disons, presque idéale.

Les réformistes, qui voyaient la chose

d'un mauvais œil, cherchèrent à la faire avorter. L'« Avanti ! » même, ne sachant à quel saint se vouer, chercha à nous faire passer pour des pacifistes sous prétexte que nous disions que si le mouvement s'étendait à toutes les catégories et si les ouvriers et les paysans suivaient l'exemple des métallurgistes pour chasser les patrons et s'emparer des moyens de production, la révolution se ferait sans presque une goutte de sang.

La masse était avec nous : on nous sollicitait de nous rendre dans les usines pour parler, pour encourager, pour conseiller, et nous devions nous multiplier par mille pour répondre à tous les appels. Partout où nous allions, c'étaient

nos discours que les ouvriers applaudissaient : les réformistes étaient obligés de s'enfuir ou de se camoufler. Les masses étaient avec nous parce que c'était nous qui interprétions le mieux leurs instincts, leurs besoins et leurs intérêts.

Pourtant, il a suffi du travail sournois des dirigeants de la Confédération Générale du Travail et des accords passés avec Giolitti — accords qui, avec l'escroquerie du contrôle ouvrier, firent croire à une sorte de victoire — pour faire abandonner les usines par les ouvriers, au moment précis où les probabilités de réussite étaient les plus grandes.

(D'après Umanità Nova, 28 juin 1922.)